

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

Rapport Annuel 2017



Catalogage avant publication de la
Bibliothèque Felipe Herrera de la
Banque Interaméricaine de Développement

Mécanisme Indépendant de Consultation et D´investigation: rapport annuel 2017 / Banque
Interaméricaine de Développement
p. cm.

1. Development banks-Latin America-Yearbooks. 2. Social responsibility in banking-Latin America.
3. Economic development projects-Social aspects-Latin America. 4. Economic development
projects-Environmental aspects-Latin America. I. Banque Interaméricaine de Développement.
Mécanisme Indépendant de Consultation et D´investigation.
IDB-AR-180

MÉCANISME INDÉPENDANT DE CONSULTATION ET D´ INVESTIGATION



TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DE LA DIRECTRICE....	6
I. LES POINTS MARQUANTS EN 2017...	8
II. 2017: PORTEFEUILLE DES REQUÊTES...	12
• Le profil des requêtes et les opérations s' y rapportant.....	14
• La Gestion du MICI.....	21
· À propos de l'étape d'enregistrement....	21
· À propos de l'étape d'éligibilité.....	22
· À propos de la Phase de Consultation...	24
· À propos de la P hase de vérification de laconformité.....	27
III. CONSOLIDATION OPÉRATIONNELLE.....	30
• L'équipe du MICI.....	32
• Le Groupe consultatif externe.....	34
• Le travail avec des mécanismes pairs.....	36
IV. CONSOLIDATION DANS LE SECTEUR.....	38
· Diffusion externe.....	41
· Diffusion interne.....	43
V. 2017: GESTION INDIVIDUELLE.....	44
VI. APERÇU DE 2018.....	82
VII. ANNEXES.....	86
• Budget 2017.....	88
• Diffusion en 2017.....	89
• Requêtes recevables en 2010-2017.....	91

MESSAGE DE LA DIRECTRICE

VICTORIA MÁRQUEZ MEES
DIRECTRICE DU MICI
(2015-2020)



AU COURS DE L'ANNÉE 2017, L'AMÉRIQUE LATINE ET LES Caraïbes ont entamé une reprise économique lente après les taux de croissance négatifs enregistrés en 2016, mais le chômage est parti à la hausse, ce qui a entraîné des répercussions directes sur les indices de pauvreté et le développement de la classe moyenne. Également au cours de la même année, la région a été fortement accablée par des catastrophes naturelles. Des ouragans, des tremblements de terre, des avalanches de boue et la sécheresse se sont manifestés dans plusieurs pays et ont affecté de manière inégale les populations de la région. À ceci s'ajoute le fait qu'au cours de cette période le nombre des conflits environnementaux et sociaux en relation avec les investissements visant à diminuer le sous-développement des infrastructures a enregistré une hausse.

Le Groupe BID opère dans ce cadre en finançant un volume important de projets dans la région par le biais de ses trois institutions: la BID, BID Invest et FOMIN. Le portefeuille des approbations du Groupe s'est accru au fil des dernières années dans le but d'augmenter l'appui aux pays de la région en mettant l'accent sur le financement d'une infrastructure durable: transports, sources d'énergie, eau et assainissement, secteur agroalimentaire. Les coinvestissements avec d'autres institutions de financement international

ainsi que l'usage de divers instruments financiers en appui à un projet donné se présentent maintenant beaucoup plus fréquemment, en particulier dans les projets à grande échelle et ceux du secteur privé.

Le MICI, le bureau indépendant de reddition des comptes du Groupe, a géré en corrélation étroite avec ces développements du contexte régional au cours de 2017 un total de 26 requêtes se rapportant principalement aux grands investissements dans l'infrastructure comme dans le cas du Projet hydroélectrique Reventazón au Costa Rica et le Projet hydroélectrique Alto Maipo au Chili. Par ailleurs, le portefeuille des cas du MICI comprend des opérations comme le projet d'agrandissement de l'aéroport international El Dorado à Bogota ou le Périphérique oriental de Bogota, ces deux opérations se rapportant aux APP; et aussi des structures complexes de financement qui ont permis de gérer des requêtes de manière collaborative avec d'autres organisations apparentées.

Le MICI a consacré du temps et des efforts de consolidation pour tenir compte de ces structures et contextes nouveaux, en commençant par la constitution d'une équipe forte de professionnels caractérisée par la diversité et la pluridisciplinarité, la systématisation des processus et une analyse interprétative de notre politique afin

d'obtenir certitude et cohérence en réponse à la recherche de nouveaux espaces et voies de promotion permettant l'accès au Mécanisme.

L'année 2017 rend compte d'un travail robuste de la part des membres de l'équipe avec des résultats pertinents: l'obtention d'un accord en appui à la sécurité foncier des peuples de l'Amazonie péruvienne; le nivellement du terrain de jeu en termes de langage et la mise en place de canaux de communication efficaces pour une participation réelle des paysans haïtiens à un processus de dialogue; la présentation des résultats de trois enquêtes dont les conclusions ont permis d'identifier des faiblesses dans l'exécution des politiques opérationnelles du Groupe et pouvoir ainsi proposer des mesures correctives; la participation à des forums, des ateliers et des sessions informatives dans divers pays de la région et de la planète; et l'ensemble des rencontres individuelles ou en groupe avec tous les différents acteurs parties prenantes de nos processus.

Alors que l'année s'achève, les défis demeurent, mais je considère que pour les thèmes fondamentaux, le Groupe BID possède dès à présent un mécanisme robuste capable d'une grande capacité de réponse, rigoureux et engagé. Je me sens fière de ce que l'équipe a accompli et nous sommes prêts à mettre en œuvre en 2018 des nouvelles initiatives qui permettront d'accroître l'impact de notre travail au sein du Groupe et sans le moindre doute en priorité dans les communautés de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Nous vous invitons à examiner ce récapitulatif de notre travail en 2017 et nous sommes toujours prêts à parler plus en profondeur du travail du MICI.

Cordialement
Victoria Márquez Mees
Directrice du MICI (2015-2020)



L'OPÉRATION DU GROUPE BID EN 2017

En 2017, le GBID, de même que les autres institutions financières internationales, a consacré ses ressources au financement d'alliances publiques-privées (APP), et a même créé une cellule dédiée à cet effet au sein de ses structures. Par ailleurs, les trois institutions maintiennent un processus continu d'identification de nouveaux produits financiers de caractère plus flexible et avec une plus grande capacité de réponse dans la région. Dans le courant de l'année, le Groupe BID a déboursé plus de 10 milliards de dollars US

- **La BID** a approuvé 90 opérations avec garantie souveraine d'un montant de 11 384 millions de dollars. Les secteurs prioritaires d'investissements ont été Réforme et modernisation de l'État (17%), Transports (15%) et Eau et Assainissement (12%).
- **FOMIN** a reçu des engagements formels d'un troisième cycle d'opérations jusqu'en 2023. Au cours de l'année, le comité des donateurs du fond en question, a approuvé 67 opérations d'un total de 84,6 millions de dollars. 60 parmi elles étaient des coopérations techniques, 8 prêts et 8 investissements de capitaux. Les opérations de FOMIN au courant de 2017 se sont concentrées au Brésil, au Mexique, au Pérou et au Salvador. ([Rapport annuel 2017 de la BID](#))
- **BID Invest** a approuvé 234 opérations d'un total de 3 204 millions de dollars. Les secteurs prioritaires des investissements ont été l'Énergie (36%), le Commerce extérieur (23,4%) et les Institutions financières (22,2%). Les opérations de BID Invest se sont concentrées sur les pays du Cône Sud, le Mexique et l'Amérique centrale, ([Rapport annuel de BID INVEST 2017](#))

**LES POINTS
MARQUANTS
EN 2017**

LES POINTS MARQUANTS EN 2017

L'année 2017 a été pour le MICI une année de consolidation sur divers fronts: la consolidation d'une équipe; l'édification d'accords en Phase de Consultation; la présentation de trois rapports d'enquête et le début de deux nouvelles enquêtes; le développement des premiers plans d'action de la part de la Direction comme résultat des recommandations faites par le MICI dans ses rapports; une activité intense en matière de promotion d'accès; et des efforts continus en vue d'obtenir plus de transparence et plus d'efficacité dans nos opérations.

Ci-après parmi les points les plus marquants:

PHASE DE CONSULTATION:

RÉSOLUTION DES CONFLITS ET PROMOTION DU DIALOGUE.

Dans le cadre du «Projet de cadastre, titres fonciers et enregistrement – Troisième Phase (PTRT-3)», la bonne volonté et la bonne disposition des parties au moment de participer à un dialogue facilité par le MICI a abouti en août à la signature d'un Acte d'engagement et de compromis parmi les 1 166 communautés indigènes de l'Amazonie péruvienne, représentées par l'organisation AIDASEP, les autorités du Ministère de l'agriculture du Pérou et les fonctionnaires de la BID chargés de l'opération.



PHASE DE VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ:

L'ENQUÊTE COMME OUTIL DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

Les enquêtes de la Phase de vérification de la conformité offrent des preuves de fait concernant la façon dont le Groupe conçoit et supervise les projets qu'il finance afin de déterminer si le travail a été effectué en conformité avec les politiques autorégulatrices du Groupe. En 2017, trois enquêtes se sont achevées et leurs conclusions et recommandations ont permis au Groupe d'améliorer sa gestion opérationnelle en termes de transparence, d'évaluation des impacts sociaux et de supervision environnementale et sociale des opérations, qu'elles soient du secteur public ou privé.



DIFFUSION:

LA PROMOTION DE L'ACCÈS COMME PIERRE ANGULAIRE DE LA REDDITION DES COMPTES.

En 2017, la présence du Mécanisme s'est consolidée dans des forums régionaux et internationaux importants. Seul ou en collaboration avec d'autres mécanismes de reddition des comptes, le MICI a établi des contacts avec plus de 553 représentants de la société civile dans la Région ALC.



AMÉLIORATION CONTINUE:

LA CRITIQUE CONSTRUCTIVE DES ACTEURS DE DIVERS SECTEURS A PERMIS AU MICI DE CONCENTRER SES OPÉRATIONS ET D'AMÉLIORER SA PERFORMANCE.

En 2017, le Groupe consultatif externe a été constitué et s'est réuni deux fois au cours de cette première année, en juin et en décembre. Ce groupe de huit professionnels de divers secteurs apporte son temps et ses talents sous une forme volontaire afin d'offrir des recommandations au MICI relativement aux thèmes de promotion de l'accès, de la transparence et de l'autoévaluation.



PORTEFEUILLE DES REQUÊTES



LE PROFIL DES REQUÊTES ET LES OPÉRATIONS S’Y RAPPORTANT

En 2017 le MICI a géré un total de 26 requêtes dont 25 se rapportant à des opérations de la BID et une à BID Invest, la première que le MCI a reçu en référence aux financements de cette institution depuis janvier 2016, date à laquelle le Mécanisme a commencé à prêter ses services à la branche privée du Groupe BID.

DE QUELS PAYS PROVIENNENT LES REQUÊTES ?
Géographiquement, les requêtes gérées au cours de l'année provenaient de 13 pays de la Régions LAC, en particulier le Brésil avec sept requêtes et cinq pour le Costa Rica.

PORTEFEUILLE DE REQUÊTES EN 2017 PAR PAYS D’ORIGINE



TABLEAU DES DOSSIERS GÉRÉS EN 2017

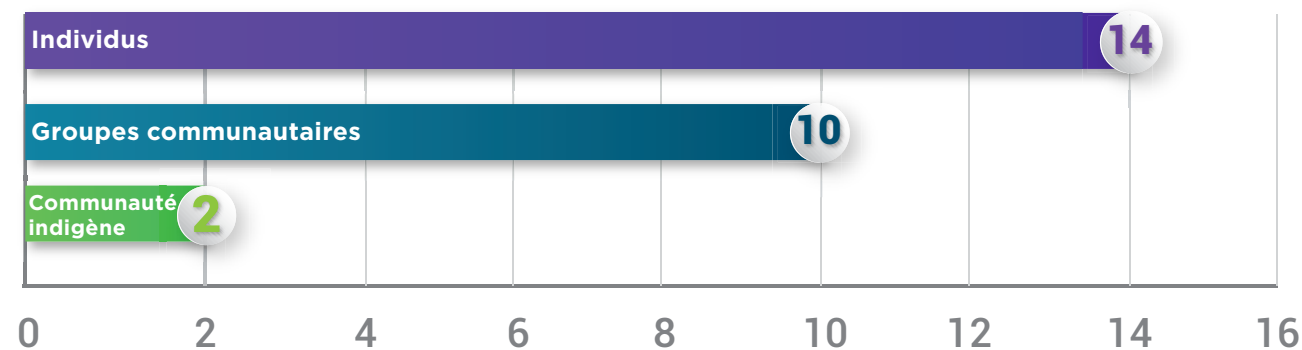
	Numéro de la requête	Numéro de projet	Pays	Nom
1	AR-MICI001-2010 (MICI-AR-2010-004)	AR-L1036	Argentine	Programme multiphase de développement de l'infrastructure d'appui à la production de Entre Ríos - Phase 1
2	BR-MICI004-2011 (MICI-BR-2011-019)	BR0273	Brésil	Programme Habitar de réhabilitation des quartiers, Brésil
3	BR-MICI006-2011 (MICI-BR-2011-020)	BR-L1160	Brésil	Programme d'aménagement urbain de São José dos Campos
4	ME-MICI002-2012 (MICI-ME-2012-053)	ME-L1107	Mexique	Projet éolien de Mareña Renovables
5	CO-MICI002-2011 (MICI-CO-2011-023)	CO-L1029	Colombie	Aéroport international El Dorado
6	MICI-BO-2014-079	BO-L1028	Bolivie	Programme de drainage pluvial dans les municipalités de La Paz et El Alto
7	MICI-PE-2015-0094	PE-L1026	Pérou	Projet de cadastre, titres de propriété et enregistrement foncier des terres rurales au Pérou - Troisième phase
8	MICI-BID-PR-2016-0101	PR-L1044	Paraguay	Réaménagement du centre, modernisation des transports publics métropolitains et services gouvernementaux - Requête II
9	MICI-BID-BR-2016-0106	BR-L1216	Brésil	Programme Várzeas del Tietê
10	MICI-BID-CR-2015-0110	CR-L1049	Costa Rica	Programme hydroélectrique Reventazón
11	MICI-BID-CR-2016-0112	CR-L1049	Costa Rica	Projet hydroélectrique Reventazón - Requête II
12	MICI-BID-HA-2017-0114	HA-L1076	Haïti	Programme d'infrastructure productive - Requête II
13	MICI-BID-CH-2017-0115	CH-L1067	Chili	Projet d'énergie hydroélectrique Alto Maipo
14	MICI-BID-CR-2017-0116	CR-L1049	Costa Rica	Projet hydroélectrique Reventazón - Requête II
15	MICI-BID-HO-2017-0117	HO-L1013	Honduras	Programme Multiphase de Réhabilitation des Tronçons du Corridor Touristique du PPP
16	MICI-BID-BR-2017-0118	BR-L1296	Brésil	Projet Rodoanel Mario Covas - Tronçon nord - Requête V
17	MICI-BID-BR-2017-0119	BR-L1216	Brésil	Programme Várzeas del Tietê - Requête IV
18	MICI-BID-CO-2017-0120	CO-L1159	Colombie	Association publique-privée Périmètre Oriental de Bogotá
19	MICI-BID-CH-2017-0121	CH-L1067	Chili	Projet d'énergie hydroélectrique Alto Maipo - Requête II
20	MICI-CII-ME-2017-0122	ME4024A-01	Mexique	Groupe Corporativo Papelera S.A. de C.V.
21	MICI-BID-BR-2017-0123	BR-L1216	Brésil	Programme Várzeas del Tietê - Requête V
22	MICI-BID-EC-2017-0124	EC-L1097	Équateur	Programme de protection et récupération du patrimoine culturel
23	MICI-BID-CR-2017-0125	CR-L1049	Costa Rica	Projet hydroélectrique Reventazón - Requête IV
24	MICI-BID-GU-2017-0126	GU-L1014	Guatemala	Mise en place du cadastre et consolidation de la certitude juridique des zones protégées
25	MICI-BID-CR-2017-0127	CR-L1049	Costa Rica	Projet électrique Reventazón - Requête V
26	MICI-BID-BR-2017-0128	BR-L1160	Brésil	Programme d'aménagement urbain de São José dos Campos

QUI PRÉSENTE DES REQUÊTES?

Parmi les 26 requêtes de 2017, 14 ont été présentées par des particuliers à titre personnel, 10 par des groupes communautaires et deux par des communautés indigènes. La majorité d'entre elles sont

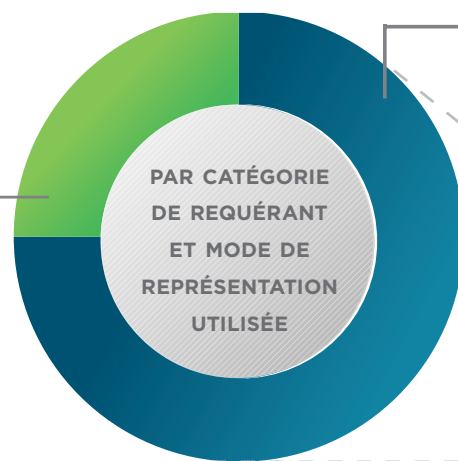
parvenues au MICI par l'intermédiaire d'un représentant (73 %) et cette fonction a été exercée à part égale par un requérant représentant son groupe (53 %), ou bien des tiers affiliés à une organisation de la société civile (47 %) soutenant les requérants.

PORTFEUILLE DES REQUÊTES 2017: PAR CATÉGORIE DE REQUÉRANT ET MODE DE REPRÉSENTATION UTILISÉE



27%

REQUÉRANTS SANS REPRÉSENTATION



73%

REQUÉRANTS AVEC REPRÉSENTATION

REPRÉSENTATION INDIVIDUELLE, 10

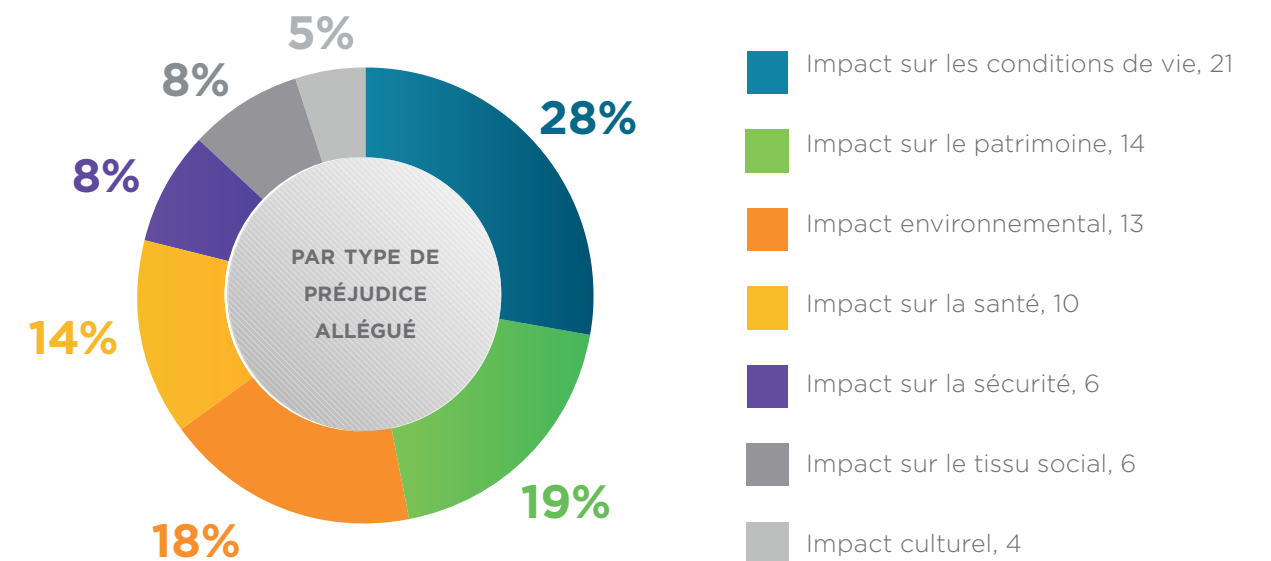
REPRÉSENTATION OSC, 9

QUELS GENRES DE GRIEFS SONT PRÉSENTÉS?

Les préjudices allégués dans les requêtes gérées se concentrent en priorité sur les conditions de vie

(28%), le patrimoine (19%), et l'environnement en tant que troisième priorité (18%).

PORTFEUILLE DE REQUÊTES EN 2017 PAR TYPE DE PRÉJUDICE ALLÉGUÉ



À PROPOS DES OPÉRATIONS AYANT ENTRAÎNÉ UNE REQUÊTE

Au cours de l'année 2017, 25 requêtes se rapportant aux opérations de la BID ont été gérées, dont 15 relatives à des projets du secteur public, 10 en

référence à des projets du secteur privé, initiés et approuvés par le Conseil d'administration de la BID avant le *merge out* et qui sont maintenant gérées par BID Invest, et 1 requête liée à un projet financé directement par BID Invest.

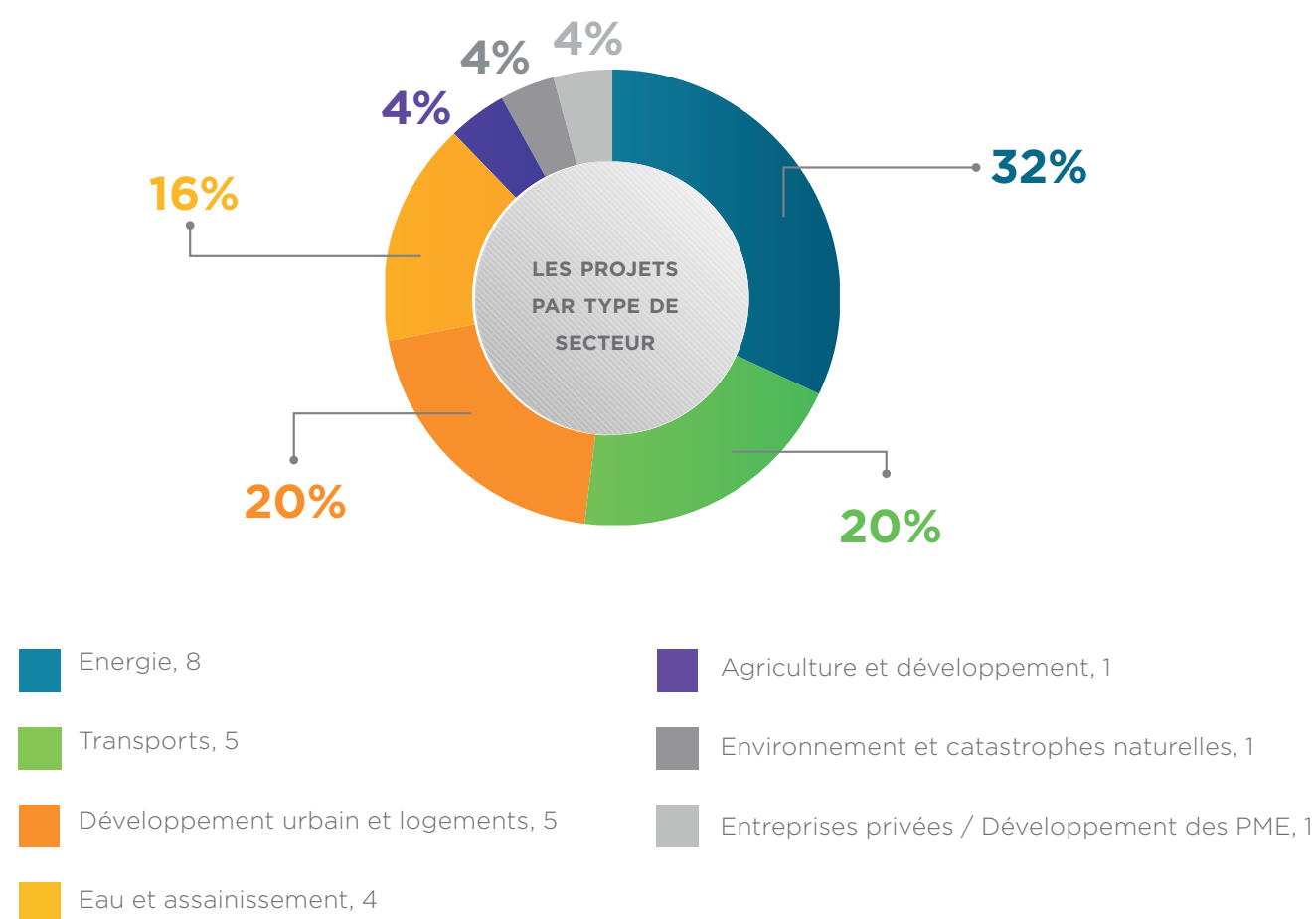
DE QUELS SECTEURS PROVIENNENT-ELLES?

Les requêtes ayant trait à la BID se rapportent principalement à des projets d'énergie (32%), aux transports (20%), et au développement urbain et au logement (20%). Par ailleurs, nous avons constaté que 12 (46%) d'entre elles se concentrent

sur 4 projets particuliers (deux du domaine de l'énergie et deux se rapportant au développement urbain et au logement).

Dans le cas de la requête ayant trait à BID Invest, le projet se rapporte au secteur du bois, de la pulpe et du papier.

PORTFEUILLE DES REQUÊTES 2017: LES PROJETS PAR TYPE DE SECTEUR*



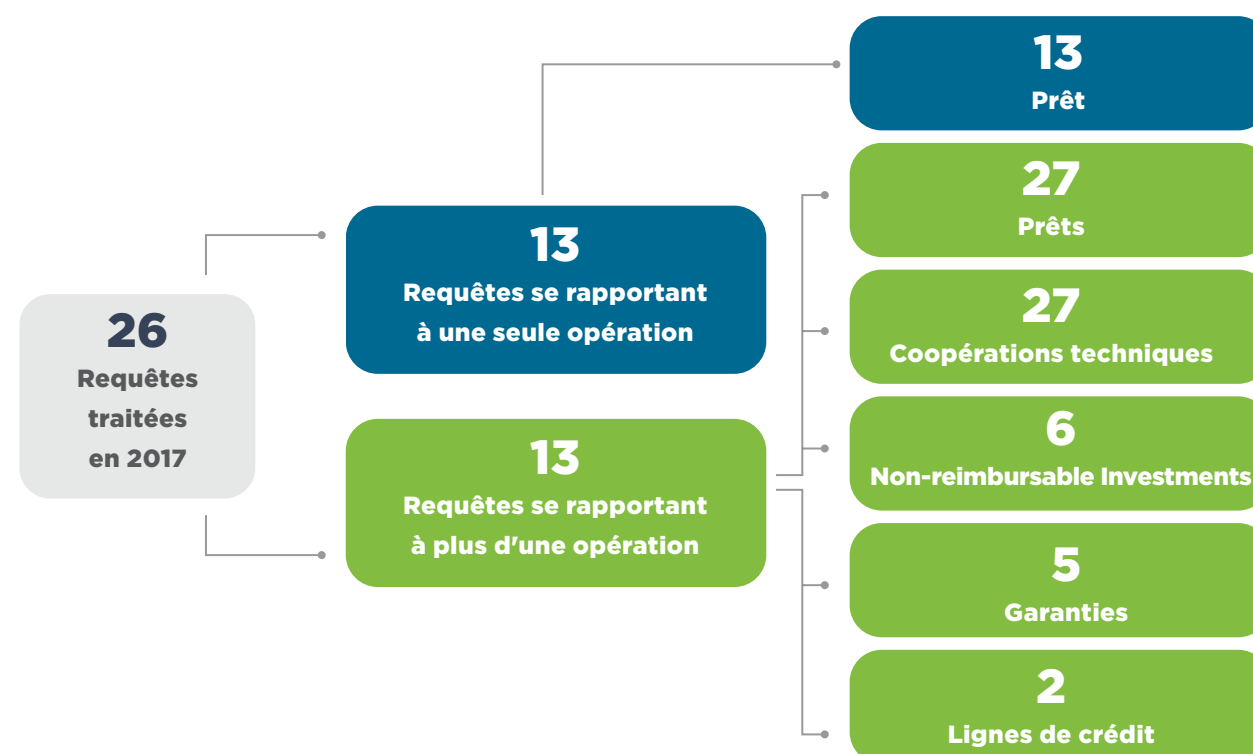
*Le graphique tient compte uniquement des 25 requêtes se rapportant à des opérations de la BID.

QUELS SONT LES INSTRUMENTS FINANCIERS UTILISÉS POUR APPUYER LES PROJETS?

50% des requêtes se rapportaient à une seule opération de financement et il s'agissait de prêts dans tous les cas. Les autres 50 % étaient plus hétérogènes et se rapportaient à plus d'une opération

avec des prêts (27) comme principal instrument financier, mais d'autres instruments se présentaient également comme les coopérations techniques (27), les investissements non remboursables (6), les garanties (5) et les lignes de crédit (2).

PORTFEUILLE DE REQUÊTES 2017: LES INSTRUMENTS DE FINANCEMENT UTILISÉS

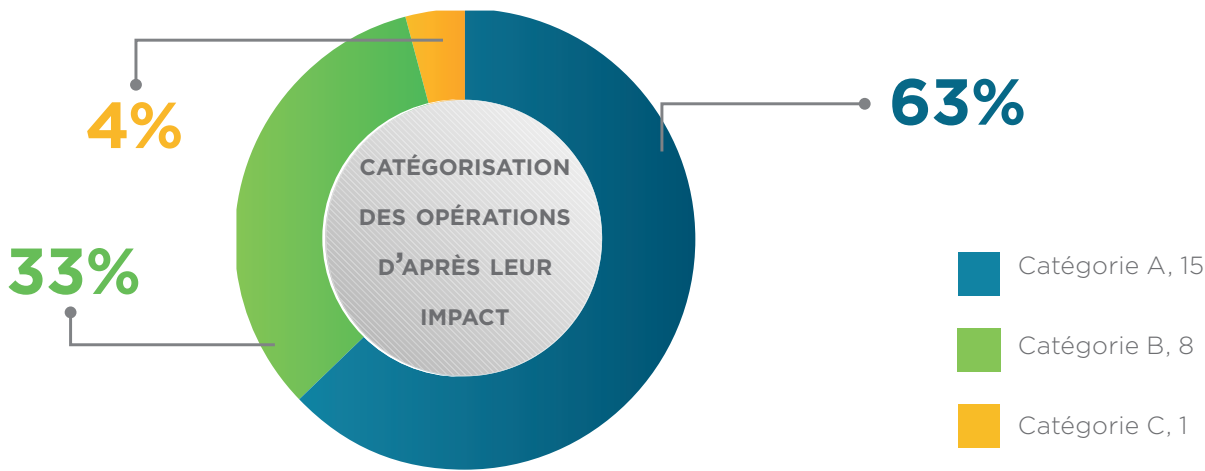


QUELLES SONT LES CATÉGORIES ENVIRONNEMENTALES?

Concernant la catégorie environnementale: **15** requêtes se rapportaient à des opérations de catégorie **A (63 %)** en raison de l'impact environnemental

et social qu'elles pourraient provoquer; **8** de catégorie **B (33 %)** et **1** de catégorie **C (4 %)**. Deux requêtes ont été exclues de cette analyse du fait qu'elles n'ont pas pu être catégorisées.

Portefeuille de requêtes 2017: catégorisation des opérations d'après leur impact



Note. Le graphique ne tient compte que de 24 requêtes

LA GESTION DU MICI

Le portefeuille des requêtes 2017 comprenait 11 requêtes provenant de l'année précédente et 15 nouvelles requêtes reçues au cours de l'année. À la fin de l'année, 15 ont été finalisées au cours de l'année,

11 demeuraient actives, et leur gestion se poursuivra en 2018. Le traitement de la majeure partie des requêtes (73 %) s'est conclu pendant l'étape d'enregistrement.

Étapes - Phases	Nombre de requêtes traitées par étape*	Nombre de requêtes fermées par étape
Enregistrement	15	11
Admissibilité	6	3
Phase de consultation	4	0
Phase de vérification de la conformité	7	1

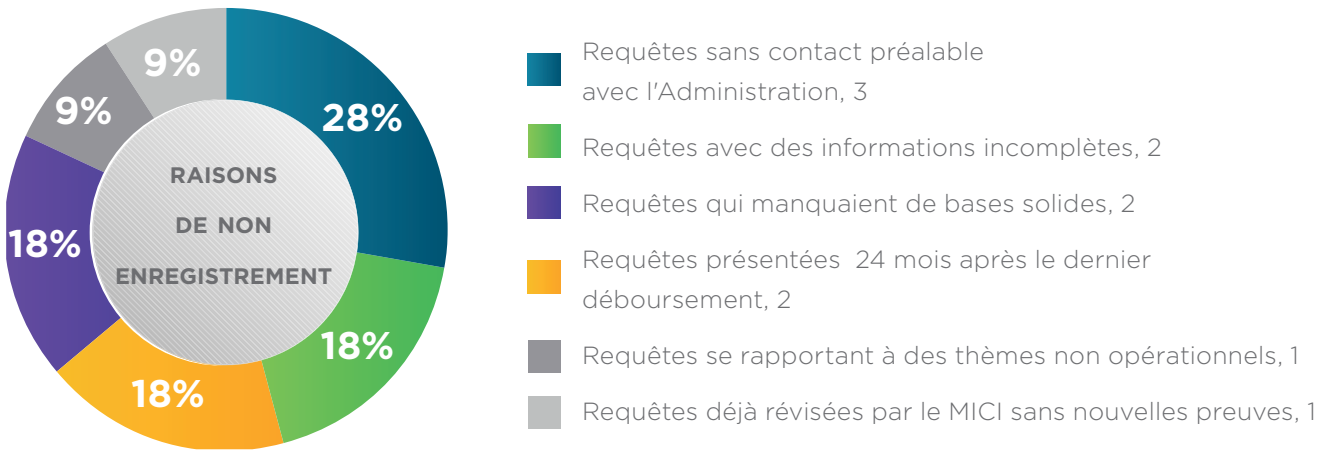
*La même requête peut être gérée dans différentes étapes la même année et donc le total est supérieur au chiffre de 26 requêtes gérées.

À PROPOS DE L'ÉTAPE D'ENREGISTREMENT

Au courant de l'année, 15 nouvelles requêtes ont été reçues et pour huit (8) d'entre elles, une prolongation de 10 jour ouvrable a été accordée afin de compléter le dossier, mais au bout du compte, quatre (4) seulement ont été enregistrées. Les autres 11 requêtes reçues n'ont pas été enregistrées, principalement du fait qu'aucun contact préalable n'avait été établi avec la Direction (3, 28%).

Concernant les requêtes qui ne contenaient pas les informations exigées pour l'enregistrement (2, 18%), les requérant n'ont pas repris contact avec le MICI après la prolongation de dix jours ouvrables. Les six requêtes restantes se rapportaient clairement à une des exclusions prévues dans la Politique du MICI.

Portefeuille des requêtes 2017: raisons de non enregistrement



À PROPOS DE L'ÉTAPE D'ADMISSIBILITÉ

Au cours de l'étape d'admissibilité, six (6) requêtes ont été analysées dont deux ont été déclarées admissibles (8 % du total traité) et transférées, une à la Phase de consultation et la deuxième à la Phase de vérification. À la fin de l'année une requête restait en étape d'admissibilité du fait que les requérants aussi bien que la Direction de la Banque avaient deman-

dé une prolongation du délai de décision au MICI car ils se trouvaient dans un processus de négociation concernant les préjudices présentés. Les trois (3) requêtes restantes ont été déclarées inadmissibles pour un processus du MICI du fait qu'elles ne remplissaient pas les critères d'éligibilité. Dans deux des cas, cette décision a été le résultat du désistement des requérants.

À PROPOS DES TROIS REQUÊTES INADMISSIBLES

MICI-BID-BR-2016-0106	Les critères d'admissibilité indiquent qu'il faut obligatoirement au moins deux requérants pour initier un processus du MICI. Dans ce cas, au moment de déterminer l'admissibilité, deux des trois requérants s'étaient désistés et une seule personne restait pour la requête.
MICI-BID-CR-2016-0112	Les critères d'éligibilité indiquent qu'il faut obligatoirement essayer de résoudre les motifs de la requête avec la Direction de la Banque avant de contacter le MICI. Dans ce cas, la Direction de la Banque n'avait pas eu la possibilité de répondre aux préoccupations manifestées.
MICI-BID-BR-2017-0118	Les requérants ont retiré leur requête au cours de l'étape d'admissibilité, et le MICI a par conséquent déterminé que la requête n'était pas éligible du fait qu'il n'existait pas d'éléments pour engager un processus du MICI.



Dans le cadre de l'analyse de cette étape, le MICI a effectué des missions au Brésil, au Chili et en Haïti afin de mieux comprendre le contexte des requêtes par le biais d'un contact direct avec les requérants et les agences d'exécution.

Visite du site du projet en Haïti avec les requérants

Programme d'infrastructure productive (HA-L1076)

[MICI-BID-HA-2017-0114](#)



Rencontre avec les requérants au Brésil

Programme Várzeas del Tieté (BR-L1216)

[MICI-BID-BR-2016-0106](#)



Visite du site du projet au Chili avec le client

Projet d'énergie hydroélectrique Alto Maipo (CH-L1067)

[MICI-BID-CH-2017-0115](#)

À PROPOS DE LA PHASE DE CONSULTATION

Au cours de l'année, quatre requêtes ont été traitées en Phase de Consultation dans différentes étapes du processus. Pour chaque requête, le MICI a conçu avec les parties une stratégie particulière visant à répondre aux spécificités de la requête et du projet en question ainsi que les préférences socio-culturelles, linguistiques et géographiques pour n'en citer que quelques-unes. Pouvoir créer des espaces sécurisés où règne le respect est une priorité de gestion.

Pour la requête [MICI-PE-2015-0094](#) se rapportant au «Projet de cadastre, titres fonciers

et enregistrement des terres rurales au Pérou – Troisième partie (PTRT3)», le processus facilité par le MICI s'est conclu avec la signature d'un Accord entre 1 166 communautés indigènes de l'Amazonie péruvienne représentées par leurs organisations régionales, le Ministère de l'agriculture de ce pays et la BID. Dans le cadre des compromis obtenus, les parties ont accepté d'entamer un processus d'octroi des titres fonciers des communautés indigènes avant celui des propriétaires individuels et aussi de mener une étude sur la spéculation foncière dans la région amazonienne, entre autres.



La signature de l'accord

Projet de cadastre, Titres fonciers et enregistrement des terres rurales au Pérou- Troisième Phase

[MICI-PE-2015-0094](#)

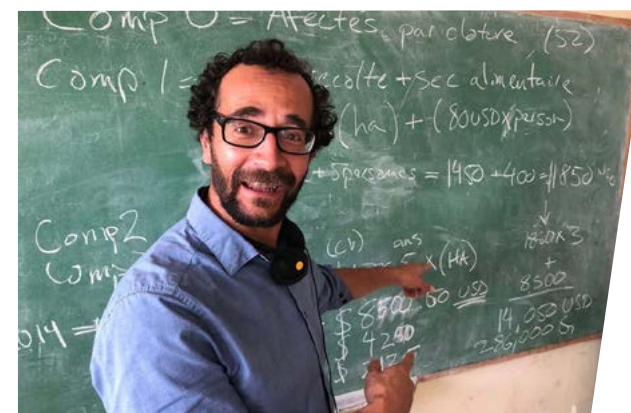
En juin 2017, en base aux résultats obtenus au cours de l'étape d'évaluation, l'équipe de la Phase de consultation a commencé la facilitation du cas [MICI-BID-HA-2017-0114](#) présenté par des paysans haïtiens déplacés de la région où ils cultivaient, aux fins de la construction du Parc industriel Caracol, financé par la BID dans le cadre d'une stratégie d'appui au développement de la zone nord-est d'Haïti.

Le MICI a jusqu'à présent joué un rôle de tiers impartial qui comprend l'exécution des tâches de préparation et de facilitation des rencontres par l'intermédiaire d'un facilitateur professionnel et de son équipe de la Phase de Consultation. Au cours du processus, le MICI a élaboré et mis à la disposition des deux parties des propositions visant à aborder les difficultés émergentes se rapportant aux points à l'agenda. Un contact permanent avec les parties afin de maintenir un flux continu d'informations actualisées permettant d'aborder les conflits au fur et à mesure qu'ils émergent s'est avéré vital pour le bon déroulement du processus.

A cette date, des accords partiels visant à augmenter la transparence du processus et à ga-

rantir une participation efficace des requérants ont été constatés, parmi eux:

- La participation tant de la Direction de la BID que des requérants et de l'Agence d'exécution à la préparation d'un calendrier et d'un format préliminaire pour les discussions. Ce travail est le résultat de nombreuses heures de pourparlers avec les parties, au cours desquelles ont été définies les caractéristiques minimales d'un processus de consultation ou de résolution alternative des conflits, que ce soit à travers le dialogue, la médiation, la négociation ou d'autres méthodes.
- Une plus grande ouverture afin d'assurer l'accès aux documents et aux informations indispensables à une participation efficace des requérants, y compris la traduction en créole haïtien qui est la langue maternelle de la communauté affectée. L'existence de documents compréhensibles dans la langue des participants est la preuve d'une adéquation culturelle indispensable pour une participation efficace. La Direction a joué un rôle crucial dans la recherche, la mise à disposition et la traduction des documents en question.



Faciliter le dialogue

Programme d'infrastructure productive (HA-L1076)

[MICI-BID-HA-2017-0114](#)



SURVEILLANCE DES ACCORDS

Au courant de l'année 2017, l'équipe de la Phase de Consultation a surveillé la mise en pratique des engagements acceptés pour un cas en Argentine et un autre au Brésil, et a initié la surveillance pour le cas du Pérou. Cette suite donnée par le MICI a pour

objectif de veiller à ce que les engagements signés se concrétisent dans les délais et sous la forme acceptés, et sert également à diminuer les tensions qui pourraient surgir lors de l'exécution des activités auxquelles les parties se sont engagées.



Familles des requérants et autorités municipales
Programme Habitar de réhabilitation des quartiers,
Brésil (BR0273)
[BR-MICI004-2011](#)

Le MICI visite le poste de transformation

Programme multiphase de développement de l'infrastructure d'appui à la production de Entre Ríos -Phase 1 (AR-L1036)
[AR-MICI001-2010](#)



À PROPOS DE LA PHASE DE VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ
Ce fut une année d'activité intense pour la Phase de vérification de la conformité avec 7 cas traités

dans différentes étapes: quatre en enquête; deux en préparation de recommandations et une surveillance.

Numéro de la requête Nom	Quel est le sujet du cas?	Résultats/ Produits 2017
ME-MICI002-2012 (MICI-ME-2012-053) Projet éolien de Mareña Renovables	Opération de prêt au secteur privé en appui à la construction d'un parc éolien où la requête se réfère à des préjudices environnementaux et sociaux aux communautés indigènes dans la zone des travaux.	Comme résultat du rapport de vérification de la conformité présenté par le MICI en 2016, l'Administration a remis un plan de travail tenant compte des recommandations du MICI et acceptées par le Conseil d'administration de la BID.
CO-MICI002-2011 (MICI-CO-2011-023) Aéroport international El Dorado	Opération de prêt au secteur privé en appui à l'agrandissement et à la modernisation de l'aéroport où la requête parle de préjudice par pollution sonore.	En mars, un rapport de vérification de la conformité a été soumis pour examen au Conseil d'administration qui a accepté les conclusions et sept des huit recommandations énoncées. Le Conseil a demandé à l'Administration de formuler un plan d'action pour la mise en place des recommandations approuvées.
BR-MICI006-2011 (MICI-BR-2011-020) Programme d'aménagement urbain de São José dos Campos	Opération de prêt au secteur public pour la construction d'une voie rapide où la requête parle de préjudice social et économique envers une communauté pour motif de réinstallation involontaire.	En juin, un rapport de vérification de la conformité a été soumis pour examen au Conseil d'administration qui en a accepté les conclusions et les recommandations exprimées. L'Administration aura la responsabilité de mettre en œuvre les sept recommandations faites par le MICI dans le cadre de cette enquête.
MICI-BO-2014-079 Programme de drainage pluvial dans les municipalités de La Paz et El Alto	Opération de prêt au secteur public pour la reconstruction du système de drainage pluvial dans la ville de La Paz	En décembre, un rapport de vérification de la conformité a été soumis pour examen au Conseil d'administration qui en a accepté les conclusions, et a déclaré qu'il prendrait prochainement une décision concernant les recommandations.
MICI-BID-PR-2016-0101 Réaménagement du centre, modernisation des transports publics métropolitains et services gouvernementaux - Requête II	Opération de prêt au secteur public pour la construction d'un système de transport collectif (Métrobus) dans la ville d'Asunción.	En janvier, le Conseil d'administration a approuvé la mise en place d'une enquête qui a commencé en mars; à la fin de l'année, ladite enquête restait ouverte.
MICI-BID-CR-2015-0110 Programme hydroélectrique Reventazón	Opération de prêt au secteur public et privé pour la construction d'une centrale hydroélectrique où la requête parle d'un préjudice environnemental et économique.	En mai, une recommandation a été remise au Conseil d'administration pour examen afin de mettre en place une enquête, qui n'a pas été autorisée
MICI-BID-CH-2017-0115 Projet d'énergie hydroélectrique Alto Maipo	Opération de prêt au secteur privé pour la construction et l'exploitation d'une centrale hydroélectrique au fil de l'eau où la requête parle d'un préjudice environnemental, social et économique à la communauté où est situé le projet.	Plusieurs prolongations ont été nécessaires pour la gestion de cette requête au cours de l'étape de préparation d'une recommandation en vue d'une vérification de la conformité en raison d'une défaillance technique du projet pour des raisons ne se rapportant pas à la gestion du cas. En décembre, un projet de recommandation a été envoyé à l'Administration et aux requérants pour commentaires.

En ce qui concerne les résultats, ont été émis trois rapports d'enquête se rapportant aux opérations de la BID avec garantie souveraine ([BR-MICI006-2011](#); [MICI-BO-2014-079](#)) et un relativement à une opération sans garantie souveraine ([CO-MICI002-2011](#)). Les conclusions de ces trois enquêtes effectuées ont été acceptées par le Conseil d'administration et en base aux recommandations dans chaque cas, la Direction a pu élaborer des plans d'action.

Les enquêtes accomplies ont permis d'identifier plusieurs défaillances concernant les Politiques opérationnelles de l'environnement et le respect des sauvegardes, Réinstallation involontaire et Accès à l'information. En particulier, les conclusions ont rendu compte des évaluations de l'impact environnemental et social où les impacts négatifs qui allaient par la suite entraîner des requêtes de la part des communautés affectées n'avaient pas été identifiés sous une forme adéquate et en conséquence de quoi les mesures d'atténuation appropriées n'ont pas été prévues. De plus, comme thème récurrent, les processus de consultation mis en place se sont avérés insuffisants par rapport à ce qui est prévu dans les politiques opérationnelles de la Banque.

Au cours de l'année, le MICI a présenté deux recommandations d'enquête, la première enquête en référence au projet Métrobus à Asuncion, Paraguay, ([MICI-BID-PR-2016-0101](#)) laquelle, après avoir été approuvée par le Conseil d'administration, a entamé son travail en mars 2017 suite au recrutement d'experts. Pour ce qui est du cas ([MICI-BID-CR-2016-0110](#)) se rapportant au Projet hydroélectrique Reventazón situé dans la Province de Limón, Costa Rica, la recommandation du MICI de mener une enquête n'a cependant pas été approuvée par le Conseil d'administration, ce qui a mis fin au traitement de l'affaire.

Concernant le cas de Mareña Renovables, début 2017, la Direction a présenté un plan d'action visant à mettre en place les recommandations du MICI du fait que le renforcement des capacités de la Banque en matière de gestion sociale et les processus de consultation par le biais de nouvelles directives d'application des Politiques opérationnelles et la formation des employés et des agences d'exécution sont particulièrement importants.



Liste d'experts

Le MICI dispose d'une petite équipe à plein temps qui a la responsabilité du processus d'investigation au cours de la phase de Vérification de la conformité. Au moment d'approuver une investigation, l'équipe de vérification de la conformité est complétée par deux consultants indépendants afin d'ajouter à l'investigation le point de vue d'experts sur des thèmes particuliers du cas traité. Ces consultants sont généralement des membres de la Liste des Experts et sont engagés sur la base d'un contrat ad hoc afin d'analyser la documentation appropriée pour le Projet se rapportant au sujet particulier de leur expertise, participer aux missions de terrain et produire un rapport analytique des conclusions et exécution qui servira de document à l'appui pour le rapport de vérification de la conformité émis par le MICI.



Mission de vérification de la conformité

Réaménagement du centre, modernisation des transports publics métropolitains et services gouvernementaux - Requête II (PR-L1044)
[MICI-BID-PR-2016-0101](#)



Mission dans la zone du projet

Programme hydroélectrique Reventazón (CR-L1049)
[MICI-BID-CR-2015-0110](#)

A photograph of a massive, steep mountain face. The rock is dark grey and brown, showing clear horizontal and vertical geological layering and fracturing. The mountain rises sharply against a clear blue sky. At the base of the mountain, there is a steep slope covered with sparse green and yellowish vegetation. A white metal lattice tower, likely for a power line, is visible in the lower-left corner. In the bottom right corner, there are some green trees.

CONSOLIDATION OPÉRATIONNELLE

L'ÉQUIPE DU MICI

Un des points clés du succès d'une entreprise est l'équipe chargée de la mettre en œuvre. À la fin de l'année 2017, le MICI a réussi à former une équipe

comprenant un personnel fixe et des consultants, caractérisée par la diversité de genre, de nationalité et des domaines d'expertise.



L'équipe du MICI

Au cours de cette année, le Conseil d'administration a autorisé la création d'un poste du personnel en vue de contribuer au renforcement des opérations. Les fonctions de ce poste que remplit Eva Heiss se concentrent sur l'institutionnalisation des processus et la rétribution des apprentissages au Groupe BID.

Un processus du MICI commence avec l'arrivée d'une requête. Ce travail de premier contact est effectué par Esteban Tovar en tant que responsable de l'enregistrement.

En août 2017, après des recherches intensives, M. Gaston Ain, un avocat argentin avec une vaste expérience dans le domaine de la résolution des conflits, a rejoint l'équipe en tant que coordinateur de la Phase de consultation. Il dirige une équipe qui comprend deux responsables de cas, María Camila Barriga et Martín Packmann, et Sebastián González en tant qu'assistant de cas.

Des changements ont également eu lieu dans la Phase de vérification de la conformité. Présentement, la coordinatrice de la Phase de vérification de la conformité, Arantxa Villanueva est assistée par Ana María Mondragón et Pedro León, tous deux avocats experts dans les droits de l'homme et l'environnement et Raquel Gómez en tant qu'Assistante de cas.

La promotion de l'accès est une des tâches permanentes du MICI. Pour l'accomplir, au cours de l'année 2017, une équipe de communication a été constituée et comprend trois personnes: Axel Dávila, Rosario Lino et Carmelina Perea. Cette équipe est chargée des contacts avec la société civile et du maintien du Registre Public du MICI, ce dernier étant la responsabilité d'Isabel Berdeja.

Les tâches d'administration et connaissances fondamentales pour des opérations systématiques et efficaces, qui forment une partie de la base opérationnelle du MICI, ont été en 2017 la responsabilité de Rebecca García et Sylvia Walker, tout comme les années précédentes.



Le Programme de stages du Groupe BID et du MICI

Chaque année, le MICI participe au programme des stages du Groupe dans le but de recevoir de l'appui pour mener ses travaux et aussi pour favoriser l'apprentissage chez les nouvelles générations. En 2017, deux étudiants ont apporté leur appui: Axel Dávila y Mingbo Lyu.



Mingbo décrit son expérience: " le département du MICI a une équipe incroyable. Ce stage m'a donné une base solide pour ma future carrière dans des organisations gouvernementales et m'a aidé à obtenir mon premier poste à plein temps dans une banque de commerce bilatéral à Beijing, Chine. Je me souviendrai pour toujours avec gratitude de mon expérience à la BID."

*Stagiaire de l'Université de Shanghai, Chine.
Mingbo Lyu*

LE GROUPE CONSULTATIF EXTERNE

En 2017 la première génération du **GCE** pour la période 2017-2019 a été constituée. En 2017, deux réunions se sont tenues dans le but de définir les domaines prioritaires et un calendrier de travail pour la période biennale. En ligne avec le principe de transparence maximum et afin de pouvoir donner suite au travail du groupe, les procès-verbaux des réunions sont disponibles pour le public sur le site web du MICI.

Le GCE comprend huit membres, tous ayant une vaste expérience en matière de financement du développement, des communications et de la gestion organisationnelle. Ils ont été sélectionnés parmi 24 candidats originaires ou résidant dans 11 pays membres du Groupe BID suite à un processus de sélection ouvert. Tous participent à titre personnel et ne sont pas rémunérés pour leur collaboration.



QU'EST-CE QUE LE GCE? COMMENT IL TRAVAILLE?

- C'est un groupe conseil qui apporte un point de vue externe au MICI afin d'améliorer son fonctionnement.
- Ses membres sont des professionnels éminents du secteur public, privé et social qui apportent leurs connaissances et leur expérience sous une forme volontaire.
- Le GCE se réunit deux fois par an, une fois avec la présence physique des membres et la deuxième fois à distance.
- Au cours de ces réunions, le GCE est mis au courant des opérations du MICI et, partant de cette base, il propose des conseils en vue d'améliorer les opérations en termes d'accès, de transparence et d'efficacité.



Le MICI et les membres du Groupe consultatif externe

o **Ana-Mita Betancourt** (États-Unis): avocate avec une expérience dans la structuration financière, les mécanismes de reddition des comptes et la conception et la mise en œuvre de projets de développement durable. Elle a travaillé à la BID et a jusqu'à récemment occupé les fonctions de conseillère juridique à l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) du Groupe de la Banque mondiale. Auparavant, elle occupait le poste de Secrétaire exécutive du Mécanisme indépendant d'enquête qui a permis la création du MICI sous sa forme présente.

o **Maximiliano Brandt** (Chili): expérience dans la gouvernance organisationnelle et l'évaluation de l'impact. Il a travaillé à la BID et a été membre du Conseil consultatif (CONSOC) de cette même institution au Costa Rica, aidant à créer des liens entre les organisations à but non lucratif et les entreprises, les gouvernements et les organisations de développement. Il est présentement Directeur adjoint pour le développement institutionnel de Habitat for Humanity au Costa Rica.

o **Juan Carballo** (Argentine): avocat avec une expérience dans la reddition des comptes et la transparence dans les milieux financiers pour le développement. Il est fondateur et présentement directeur exécutif de la Fundación para el Desarrollo de Políticas Sustentables [Fondation pour le développement de politiques durables] (FUNDEPS) en Argentine.

o **Leonardo Crippa** (Argentine): avocat avec une expérience dans les peuples indigènes et le développement de politiques des mécanismes de reddition des comptes. Il a été le fondateur de la Commission des droits de l'homme du Collège des avocats de Jujuy et travaille présentement comme avocat au Indian Law Resource Center

[Centre des Ressources du droit amérindien] à Washington, D.C.

o **Paulina Ibarra** (Chili): experte en communication avec une expérience en communication pour le développement, la participation citoyenne, la reddition des comptes, la transparence, l'éducation et l'activisme numérique. Elle a travaillé pour la Banque mondiale, dirigé la Fondation Multitudes au Chili et développé des politiques de communication pour le Service national au consommateur au Chili, entre autres.

o **Manolo Morales** (Equateur): avocat écologiste avec une expérience dans la gestion des conflits agraires, la légalisation des terres, l'incidence politique et les rapports avec la société civile. Par ailleurs, il a été président de la Coordinadora Ecuatoriana de Organizaciones para la Defensa de la Naturaleza y Ambiente [Coordination équatorienne des Organisations pour la défense de la Nature et de l'Environnement] et il est le président de la Corporación de Gestión y Derecho Ambiental [Corporation de gestion et droit environnemental] (Ecolex) en Equateur.

o **Andrea Repetto Vargas** (Chili): expérience dans la résolution des conflits, les droits de l'homme, la reddition des comptes et les processus de démobilisation. Elle travaille présentement comme spécialiste en médiation à la CAO, le mécanisme indépendant de reddition des comptes de la Société financière internationale (IFC) et la MIGA.

o **Mélanie Salagnat** (France): expérience en responsabilité sociale d'entreprise, durabilité, gouvernance, éthique et évaluation des impacts. Elle est à présent membre fondateur et consultante principale de la société Ideal Sustentabilidad dans la ville de Mexico.

LE TRAVAIL AVEC DES MÉCANISMES PAIRS

Un nombre toujours croissant d'institutions financières internationales s'est doté de mécanismes indépendants de reddition des comptes ayant tous comme objectif de répondre aux requêtes environnementales et sociales dans le cadre du financement du développement. Le réseau des mécanismes indépendants de reddition des comptes

(IAMNetwork, son sigle en anglais) regroupe 18 mécanismes qui se réunissent périodiquement afin d'échanger des expériences et des connaissances. En 2017, la réunion annuelle a eu lieu dans la ville de Thessalonique en Grèce, sous l'égide du Mécanisme de la Banque du commerce et du développement de la Mer Noire.



Le MICI au cours d'une rencontre avec la société civile

Au cours de la période 2016-2018, le MICI est chargé du Secrétariat du réseau en question et au cours de sa gestion il a cherché à renforcer les échanges sur les apprentissages, à identifier les domaines d'harmonisation des procédures et à promouvoir une plus grande collaboration entre les mécanismes face au nombre croissant de projets financés par au moins deux institutions financières internationales.

En ligne avec ces efforts, au courant de l'année 2017, le MICI a travaillé en collaboration étroite

dans la gestion de deux cas avec les mécanismes de la Banque européenne d'investissement et de la Société financière internationale (SFI) du fait que les projets ayant donné lieu aux requêtes sont financés par les trois institutions dans un des cas et par la BID et la SFI dans le deuxième cas.

Par ailleurs, le MICI a invité ses organisations apparentées à organiser en commun des ateliers dans la région afin de promouvoir l'accès à ces instances non judiciaires de requêtes de la part des communautés affectées.



Réunion annuelle du Independent Accountability Mechanisms Network à Thessalonique, Grèce

CONSOLIDATION DANS LE SECTEUR



PROMOTION DE L'ACCÈS

Une partie fondamentale de l'exercice correct de son mandat étant des contacts proactifs et efficaces auprès de ses audiences, tant internes qu'externes, le MICI a consolidé en 2017 sa présence comme interlocuteur engagé dans divers forums se rapportant au financement du développement durable et à la reddition des comptes.

Seul ou en collaboration avec d'autres mécanismes, le MICI a établi des contacts auprès d'un vaste public au moyen d'événements dans huit pays au total.



Réunion avec des représentants de la société civile

770 + personnes impactées à travers des activités de diffusion

300+

Représentants des OSC et des dirigeants communautaires

220

Experts en impact environnemental et social et les académiques

250

Membres du personnel de GBID



Forum régional du dialogue constructif en Amérique latine à Bogota



Forum virtuel/ Banque multilatérale moteur de développement?

DIFFUSION EXTERNE

En tant que mécanisme de requête, son efficacité demande qu'il se fasse connaître auprès des communautés de la région. Pour cette raison, parmi les fonctions fondamentales du MICI se trouve la promotion de l'accès.

Une partie des objectifs atteints dans l'*Atelier des mécanismes de reddition des comptes et la Société civile* organisé dans la ville de Guatemala conjointement avec le Panel d'inspection de la Banque mondiale, le Bureau du respect des normes sociales et environnemental du Programme des Nations Unies pour le développement et l'appui de la Fondation panaméricaine pour le développement, a été de faire connaître l'existence du MICI et sa sphère d'opération au moyen d'une présentation de l'expérience des cas précédents. Au premier plan des participants se trouvaient les représentants des communautés indigènes du pays ainsi que des organisations de la société civile qui se consacrent à promouvoir le respect des droits de l'homme. Un thème récurrent au cours de l'atelier a été la gestion de cas lorsque les requérants doivent faire face à des situations de représailles.

La consolidation du Mécanisme l'a également positionné comme un possible modèle à suivre par les organismes européens et c'est la raison pour laquelle le Mécanisme a participé à l'*Atelier académique sur les mécanismes indépendants de reddition des comptes*, organisé par l'Université de Milan, afin de partager ses expériences et ses opérations.

Il convient également de souligner la participation au *Foro Regional de Diálogo Constructivo en América Latina* [Forum régional du dialogue constructif en Amérique latine] qui s'est tenu à Bogota, Colombie), auquel le MICI a été invité à faire une présentation sur le rôle des mécanismes de

reddition des comptes dans la promotion du dialogue et le renforcement desdites «Infrastructures pour la paix» dans la résolution des conflits.

De plus, le MICI était présent au *Forum mondial de l'Organisation des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme*, une plateforme internationale qui a réuni des représentants des gouvernements, des entreprises, des groupes communautaires et de la société civile, des cabinets juridiques, des investisseurs, des organisations de l'ONU, parmi d'autres. Cette année, le thème central était le défi de «*permettre l'accès à des mécanismes de réparation efficaces*».



Atelier sur les mécanismes de reddition des comptes et de la société civile dans la ville de Guatemala



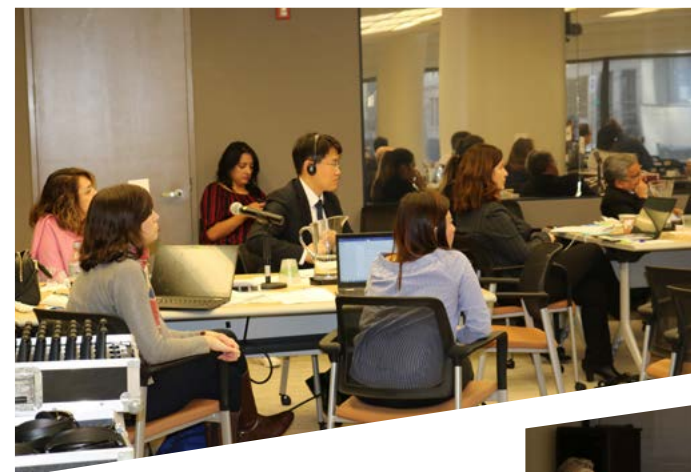
Forum mondial de l'Organisation des Nations Unies
sur les entreprises et les droits de l'homme à Genève



DIFFUSION INTERNE

Outre la recherche de contacts avec les usagers potentiels du mécanisme, le MICI s'efforce d'établir des relations efficaces avec les auditoires internes du Groupe BID. Au cours de l'année, près de 250 employés ont participé à des ateliers, des

discussions et des présentations ciblées. L'objectif dans tous les cas a été de promouvoir la connaissance du Mécanisme en mettant l'accent sur une transparence maximum et la certitude des procédures.



Formation du personnel de la BID

La gestion des requêtes est la fonction principale du Mécanisme, et le MICI rend compte de ses actions dans chaque cas par le biais du [Registre Public](#) qui permet d'avoir accès aux informations et documents de caractère public tout au long de la gestion, dans de nombreux cas de caractère pluriannuel.

Concernant les requêtes gérées au cours d'une année particulière, les actions effectuées au cours de la période en question et les résultats obtenus, le rapport annuel contient toujours une section qui informe sur chaque cas par ordre chronologique de réception. Cette section présente la gestion individuelle des 26 requêtes traitées en 2017.

GESTION
INDIVIDUELLE



Programme multiphase de développement d'infrastructure pour l'appui à la production d'Entre Ríos–Phase I

PAYS: Argentine

ÉTAT ACTUEL: Ouverte

DATE DE RÉCEPTION MICI: 28 juin 2010

CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public AR-MICI-001-2010](#)

Numéro de projet: AR-L1036

Catégorie environnementale: B

Financement de la BID: USD 100 000 000

Secteur: Entreprises privées et développement de PME

Type de projet: Opération de prêt



Le Projet

Il s'agit d'une opération de prêt avec garantie souveraine approuvée en novembre 2007, avec l'objectif d'appuyer le développement d'une infrastructure de base dans le secteur de la production de la province d'Entre Ríos en Argentine. La première phase s'est concentrée sur les composantes des transports et de l'électricité en vue d'assurer la disponibilité d'énergie électrique dans les domaines d'expansion agroindustriels. Dans le cadre de la composante énergie électrique, il a été prévu de construire la sous-station électrique « Gran Paraná » de 500-132 KW dont la Requête fait référence.

La Requête

M. Pablo Folonier et d'autres membres de sa famille ont présenté une requête alléguant des dommages environnementaux et sociaux suite à la construction et aux opérations de la centrale de transmission électrique dont: (1) un manquement aux procédures réglementaires au moment d'exproprier la ferme de la famille comme site choisi pour la construction de la centrale; (2) un manque de moyens de protection et/ou d'atténuation des

zones autour de la ferme qui faisaient partie d'une zone riveraine de monts et de collines désignée comme zone de valeur et d'intérêt pour la ville de Paraná; (3) un préjudice économique dû aux répercussions pour l'agriculture locale que la centrale pourrait entraîner en raison de son emplacement et (4) un manque d'accès aux informations concernant le projet et ses implications.

Le Processus de gestion

Le Comité de participation citoyenne dont les Requêteurs, ENERSA, la BID et le MICI font partie a tenu deux réunions au cours de 2017. Il convient de souligner que d'un commun accord, le travail d'ENERSA en 2017 s'est concentré sur l'identification de la mesure compensatoire alternative, particulièrement concernant l'amélioration des rues du quartier El Brete, alors que l'installation de lampadaires dans ces mêmes rues est en attente d'être approuvée par la Municipalité de Paraná.

A la fin de 2017, l'unique action en attente est cette œuvre de compensation qui prévoyait au départ la construction d'un centre de santé, outre l'amélioration des rues mentionnée au préalable.

Programme Habitar pour la réhabilitation des quartiers, Brésil

PAYS: Brésil

ÉTAT ACTUEL: Ouverte

DATE DE RÉCEPTION MICI: 10 juin 2011

CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public BR-MICI004-2011](#)

Numéro de projet: BR0273

Catégorie environnementale: non disponible

Financement de la BID: USD 250 000 000

Secteur: Développement et logements urbains

Type de projet: Opération de prêt



Le Projet

Il s'agit d'une opération de prêt avec garantie souveraine, approuvée en 1998, en appui à un programme mis en œuvre par la Préfecture de São José dos Campos, Brésil. Le programme a pour objectif d'améliorer le niveau de vie des familles à faible revenu dans les zones métropolitaines à travers de projets intégrés pour la réhabilitation des quartiers y compris l'assainissement, l'éducation, la santé, le ramassage des déchets solides et l'amélioration de l'environnement.

La Requête

La Requête a été présentée par la *Central de Movimentos Populares* (Centrale de mouvements populaires) au nom d'un groupe de familles de la communauté de Vila Nova Tatetuba à São José dos Campos qui devaient être réinstallées dans le cadre du Programme Habitar et qui n'ont pas accepté cette alternative de réinstallation à cause des impacts économiques et sociaux négatifs que le nouvel emplacement entraînerait pour leurs conditions de vie.

Depuis janvier 2004, ces familles occupaient un entrepôt de gare abandonné où leurs conditions de vie étaient précaires. Par ailleurs, au moment d'être délogées, les familles ont souffert la perte de leurs meubles pour lesquels elles exigent une compensation économique.

Le Processus de gestion

Dans le cadre du suivi des accords, le MICI a réalisé début 2017 une mission en vue d'établir le contact avec les fonctionnaires de l'Administration municipale qui avaient pris leurs fonctions fin 2016 et confirmer leur appui aux dits accords. De même, la mission a visé à prêter assistance aux activités en cours avec le Comité de suivi. Tout particulièrement, la mise en œuvre du plan social et le processus de don à la Municipalité des terrains où se trouvent les logements, de la part de la SPU. Une fois finalisé ce don, la Municipalité pourra signer avec les familles les contrats de vente et achat, ce qui sera la dernière activité en cours.

Programme d'aménagement urbain de São José dos Campos

Pays: Brésil
ÉTAT ACTUEL: Ouverte
DATE DE RÉCEPTION MICI: 10 juin 2011
CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public BR-MICI006-2011](#)

Numéro de projet: BR-L1120
Catégorie environnementale: B
Financement de la BID: USD 85 672 400
Secteur: Développement et logements urbains
Type de projet: Opération de prêt



Le Projet

Il s'agit d'une opération de prêt avec garantie souveraine, approuvée en mai 2010 et dont l'objectif est de contribuer au développement durable de la Municipalité de São José dos Campos, au Brésil, pour obtenir un plus grand équilibre dans ses aspects économique, environnemental et social par le biais d'une meilleure consolidation de l'infrastructure et de la gestion urbaine de la municipalité. Le Programme s'articule autour de trois volets: (1) améliorations urbaines et environnementales; (2) amélioration de la mobilité urbaine et (3) renforcement institutionnel. Dans son premier volet, le programme comprend la réinstallation des familles qui occupent des zones de conservation environnementale et vivent dans une situation de risque.

La Requête

La Centrale de Mouvements populaires de São José dos Campos a présenté une requête au nom de 100 familles résidant dans la communauté de Jardim Nova Esperança, également connue sous le nom de El Banhado, où elles affirment que certains volets du Programme, en particulier celui qui se rapporte à la réinstallation des familles et la construction d'une voie près de leur lieu actuel de résidence de la com-

munauté auraient des répercussions environnementales et sociales potentiellement négatives. Elles allèguent en outre ne pas avoir été dûment informées concernant le projet et les conditions de réinstallation involontaire.

Le Processus de gestion

En mars 2017, le MICI a publié un Rapport sur la vérification de la conformité pour le Programme d'aménagement urbain de São José dos Campos dont les principales conclusions sont:

- *À propos de la Politique de réinstallation involontaire* (OP-710), la Direction n'a pas respecté les dispositions de cette Politique: 1) du fait qu'elle n'a pas effectué des consultations appropriées auprès d'un échantillonnage représentatif des personnes affectées, 2) du fait de ne pas avoir prévu d'alternatives concrètes d'indemnisation et de réhabilitation, 3) du fait de ne pas avoir rempli les conditions pour un plan de réinstallation définitive.
- *À propos de la Politique d'environnement et respect des sauvegardes* (OP-703), la Direction n'a pas respecté les dispositions de cette Politique: 1) en considérant que les répercussions environnementales et sociales qui en dé-

couleraient étaient très localisées et de courte durée, l'existence de mesures d'atténuation efficaces en vue de remédier aux dommages concrets qui pourraient se produire n'a pas été constatée; 2) en n'ayant pas exigé la totalité des études environnementales indispensables pour le Programme; 3) en ne vérifiant pas si les

consultations étaient adéquates et sans s'assurer que les personnes affectées en avaient été informées.

- *À propos de la politique d'accès à l'information* (OP-102), la Banque n'a pas respecté l'obligation de divulguer en temps opportun les informations environnementales et sociales du projet.

Résumé des principales conclusions

Politique opérationnelle	Conclusion
OP-710 Politique de réinstallation involontaire	• Participation et consultation de la population affectée. La Banque n'a pas respecté ses obligations du fait que seulement deux réunions se sont tenues avec un groupe limité de voisins de Banhado au cours du PIAS (Plan Intégral d'Action Social). L'objectif de ces deux réunions était d'obtenir un premier contact et de mieux connaître la zone, ce qui ne constitue pas un processus de consultation robuste et approprié auprès d'un échantillonnage représentatif des personnes affectées. • Identification des options d'indemnisation et réhabilitation. La Banque n'a pas respecté ses obligations du fait qu'elle n'a pas proposé d'alternatives concrètes et appropriées d'indemnisation et de réhabilitation, en tenant compte des caractéristiques et des besoins de la communauté affectée, particulièrement le risque d'appauvrissement d'une population qui se trouve dans une situation vulnérable. • Exigences particulières pour un plan de réinstallation définitive. La Banque n'a pas respecté ses obligations, en validant le PIAS en tant que tel avant d'avoir rempli toutes les conditions énoncées dans OP-710. • Causer un minimum de perturbation à la population affectée. La Banque n'a pas respecté ses obligations du fait qu'elle ne s'est pas assurée que les familles du Banhado étaient prises en charge de manière appropriée dans le cadre du plan de réinstallation et équitable dans un délai raisonnablement bref et en accord avec leur situation vulnérable. Le MICI a conclu dans la présente enquête que les conditions de vie du Banhado se sont détériorées au fil des neuf ans de la participation de la BID à la réinstallation.
OP-703 Politique d'environnement et respect des sauvegardes	• Directive B.3 Pré évaluation et classement. La Banque n'a pas respecté ses obligations en considérant que les répercussions provoquées par le Programme étaient localisées et de courte durée alors qu'elles comprenaient, parmi d'autres composantes et sous-composantes, deux grandes œuvres de voirie, dont une aux environs d'une zone naturelle protégée d'environ 11 000 hectares et que de plus, près de 700 familles devaient être relogées dont environ 300 se trouvaient dans une situation vulnérable; des méthodes d'atténuation efficaces contre les répercussions concrètes que provoqueraient lesdites composantes n'ont pas été constatées. • Directive B.5 Exigences d'étude environnementale. La Banque n'a pas respecté ses obligations du fait qu'elle n'a pas exigé que lui soit remise la totalité des études environnementale requises pour le Programme à cette occasion, ce qui lui aurait permis d'avoir une idée précise des répercussions dans le temps et la forme et ainsi mettre en place des mesures d'atténuation appropriées. • Directive B.6 Consultations. La Banque n'a pas respecté ses obligations à propos de la Directive B.6 du fait qu'elle ne s'est pas assurée qu'un processus de consultation avec les parties affectées soit mis en place selon les modalités de cette Directive afin de tenir compte de leurs points de vue sur le Programme et du processus d'actions proposé. • Directive B.1 Politiques de la Banque. La Banque n'a pas respecté ses obligations du fait qu'elle a financé une opération qui ne se conformait pas aux Directives B.3, B.5 et B.6 d'OP-703, et qui n'était pas non plus conforme aux différentes dispositions de OP-710 et OP-102 (éditions 2006 et 2010).

Summary of Principal Findings

Politique opérationnelle	Conclusion
OP-102 Divulgateion et accès à l'information (2006 et 2010)	• OP-102 en 2006. N'a pas publié à temps tous les documents de divulgation obligatoire. • OP-102 de 2010. La Banque n'a pas respecté ses obligations en ne publiant pas l'EIA et le RIMA de la Voie de Banhado; ces documents ne faisant pas partie des exceptions de divulgation d'OP-102 et auraient dû être divulgués par la Banque conformément au principe d'accès à l'information.

Le 19 juin 2017, le Conseil d'Administration a examiné le rapport et accepté les faits et conclusions du MICI et a demandé à la Direction d'adopter les 7 recommandations présentées par le MICI. Le rapport et la décision finale du Conseil d'Administration sont disponibles dans le Registre public.

Recommandations faites par le MICI dans le cadre du Rapport de vérification de la conformité du Programme de restructuration urbaine de São José dos Campos

Recommandation 1	Publier sur le site web de la Banque tous les documents de divulgation obligatoire pour le Programme de préférence en portugais.
Recommandation 2	Faire connaître à la population, sous la forme jugée comme étant la plus appropriée, que la réinstallation des familles du Banhado et la construction de la Voie du Banhado ne sont plus financées par la BID.
Recommandation 3	Divulguer le présent Rapport de vérification de la conformité parmi le personnel de la Banque et tout particulièrement ceux qui participent à la conception, la mise en œuvre et la supervision des opérations.
Recommandation 4	Souligner l'importance dans les directives d'application de la Politique d'accès à l'information, du caractère obligatoire de la divulgation publique des plans de réinstallation dans toutes les opérations se rapportant à une réinstallation involontaire, de même que l'exigence de temporalité de la divulgation des plans en question.
Recommandation 5	Établir dans les cas de retards notables dans l'exécution de projets impliquant des réinstallations, des procédures claires afin de prévoir les besoins et mettre en place dans les meilleurs délais des actions d'atténuation comprenant entre autres, la diffusion des informations pertinentes parmi les populations concernées par la réinstallation, ainsi que la mise à jour des diagnostics et toute autre révision et/ou ajustement aux principaux plans de gestion environnementale et sociale de l'opération si les circonstances l'exigent.
Recommandation 6	S'assurer de la disponibilité et de la divulgation des Politiques opérationnelles pertinentes dans les quatre langues officielles de la Banque.
Recommandation 7	Donner des instructions à la Direction en vue de garantir au MICI un accès rapide et direct à toutes les archives opérationnelles se rapportant au mandat du MICI.

Projet éolien de Mareña Renovables

PAYS: Mexique
ÉTAT ACTUE: Ouverte
DATE DE RÉCEPTION MICI: 26 décembre 2012
CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public ME-MICI002-2012](#)

Numéro de projet: ME-L1107
Catégorie environnementale: A
Financement de la BID:
1 060 000 000 pesos mexicains
Secteur: Energie
Type de projet: Opération de prêt



Le Projet

Il s'agit d'une opération de prêt sans garantie souveraine octroyé à Mareña Renovables Capital, approuvée en novembre 2011. Cette opération a pour objectif d'appuyer la construction d'un parc éolien de 396 KW dans l'Isthme de Tehuantepec, dans l'état d'Oaxaca, Mexique, afin de fournir de l'électricité à l'entreprise *Fomento Económico Mexicano* S.A.B. de C.V. en accord avec le cadre légal mexicain d'autosuffisance, et consiste à construire 132 tours avec des éoliennes et une ligne de transmission de 52 kilomètres qui va relier le parc au réseau électrique.

La Requête

M. Leonardo Crippa de l'organisation *Indian Law Resource Center* a présenté une requête au MICI au nom des habitants des communautés indigènes Santa María Xadani, San Mateo del Mar, Colonia Álvaro Obregón, San Francisco del Mar, San Dionisio

del Mar, Juchitán de Zaragoza et Unión Hidalgo de l'Isthme de Tehuantepec, état d'Oaxaca, au Mexique en alléguant une série de préjudices parmi lesquels: (1) une absence de consultation publique appropriée; (2) un manque d'évaluation adéquate des impacts environnementaux sur la faune de la région, outre des informations insuffisantes données aux communautés sur les répercussions prévues et (3) des répercussions négatives sur le style de vie des communautés et leur moyen traditionnel de subsistance qui est la pêche.

Le Processus de gestion

En septembre 2016, le Conseil d'Administration de la BID aurait accepté les conclusions présentées par le MICI dans le Rapport de vérification de la conformité du projet éolien Mareña Renovables et a demandé à la Direction de la Banque de préparer un plan de travail en vue de mettre en place les recommandations contenues dans le rapport.

Résumé des recommandations faites par le MICI dans le cadre du Rapport de vérification de la conformité pour le projet éolien Mareña Renovables

Recommandations spéciales	
Divulcation de la documentation	- Créer deux registres indépendants: un pour le projet éolien Mareña Renovables et un autre pour le projet éolien du Sud et informer de la situation du premier dans le registre correspondant. - Publier les 22 documents de divulgation obligatoire dans le registre du Projet éolien Mareña Renovables.
Informations aux communautés affectées	Clarifier avec le Client la situation des contrats d'usufruit avec les communautés de San Dionisio, Santa María, Ejido Charis et Ejido Zapata et lui demander de clarifier la situation avec les communautés, en particulier avec la communauté de Santa María qui était en faveur du Projet et s'est vue directement affectée avant qu'il ne soit suspendu.

Recommandations générales	
En ce qui concerne la Politique d'environnement et de respect des sauvegardes (OP-703)	Prendre des mesures permettant de renforcer le cadre des politiques opérationnelles dans son aspect social, réviser les directives et éventuellement réviser la Politique d'environnement et de respect des sauvegardes (OP-703) si le cas s'applique.
En ce qui concerne la Politique d'accès à l'information (OP-102)	- Intégrer la temporalité de divulgation prévue pour certains documents en conformité avec les directives en matière de divulgation faisant partie d'autres politiques opérationnelles. - Réviser l'Annexe II de la Politique en question afin de clarifier que la liste de divulgation pour les opérations du secteur privé inclut le cadre d'étude et de gestion environnementale et sociale conformément à la définition prévue dans la Politique d'environnement et de respect des sauvegardes, et tout particulièrement en ce qui concerne les plans de gestion environnementale et sociale. - Mettre en place une révision par le Bureau de l'Auditeur externe chargé des pratiques de divulgation de façon à rectifier les défaillances sous une forme anticipée et pouvoir ainsi se conformer à l'engagement de la Banque envers la transparence et l'accès.
Respect de la Politique envers les Peuples Indigènes (OP-765)	Réviser et mettre à jour la politique afin de renforcer la capacité de gestion en montrant l'évolution et en proposant des directives d'application claires.
Directives de gestion dans des contextes de conflit environnemental et/ou social	Élaborer un guide permettant de faire face à des situations de conflit environnemental et/ou social afin de renforcer les capacités de réponse de la Banque conformément à sa mission qui est d'améliorer la vie dans la Région.

Le 30 janvier 2017, la Direction a soumis au Conseil d'Administration de la BID pour étude un Plan de travail proposant des mesures visant à répondre aux recommandations faites par le MICI dans son Rapport de vérification de la conformité abordant quatre volets:

- (1) Renforcement de la capacité à évaluer et gérer les répercussions sociales des projets en développant et appliquant des mesures d'orientation particulières (c'est à dire en référence à des mécanismes de résolutions de réclamations, des consultations, de l'évaluation de l'impact environnemental, et des Peuples Indigènes) ainsi que les activités de formations s'adressant au personnel ESG et celui de la Banque;
- (2) Révision et mise à jour de la Politique envers les Peuples Indigènes (OP-765) en accomplissant une analyse comparative de la politique

appliquée par la BID par rapport au cadre de la politique environnementale et sociale récemment approuvée par la Banque mondiale;

(3)Élaboration et application de procédures en relation avec la Politique d'accès à l'information (OP-102) afin d'assurer une divulgation efficace des documents environnementaux et sociaux sur la page virtuelle de la BID, y compris une convergence de points cruciaux/signaux d'alarme et

(4)La gestion du risque dans des situations de conflit de nature environnementale ou sociale en analysant les besoins et les options afin de mieux gérer les projets dans des contextes présentant des conflits environnementaux ou sociaux.

Le Conseil a approuvé le plan en question et a demandé à la Direction de l'informer périodiquement des progrès accomplis.

Mesures proposées par la Direction de la BID en réponse aux recommandations formulées par le MICI dans son Rapport de vérification de la conformité

Recommandation du MICI	Mesure proposée par la BID	Date de conclusion prévue
Au niveau du projet: • Clarifier et actualiser les informations sur la page virtuelle •Clarifier le statut des contrats d'usufruit	À titre d'information uniquement. Page de la CII: 1. Les informations se rapportant à l'opération sur la page virtuelle de la Banque ont été clarifiées et actualisées. 2. Le client a confirmé que les accords d'usufruit font partie des actifs des créiteurs et sont conservés.	4° trimestre 2016
Renforcer la capacité d'évaluer et de gérer les répercussions sociales des projets	1. Note d'orientation et de formation aux mécanismes de résolution des requêtes. 2. (a) Note d'orientation et de formation sur la consultation (b) Plus grande vérification et documentation de la consultation 3. Note d'orientation et de formation sur les répercussions sociales 4. Note d'orientation et de formation sur l'application de la Politique envers les Peuples Indigènes	1 ^{er} trimestre 2017 1 ^{er} trimestre 2017 3 ^e trimestre 2017 4 ^e trimestre 2017

Recommandation du MICI	Mesure proposée par la BID	Date de conclusion prévue
Réviser et actualiser la Politique envers les Peuples Indigènes (OP-765)	1. Analyse des insuffisances de la Politique de la BID envers les Peuples Indigènes et mise en place du nouveau cadre de politique environnementale et sociale de la Banque mondiale 2. Suivi de la mise en place du nouveau cadre de politique environnementale et sociale de la Banque mondiale	4 ^e trimestre 2017 2017 – 2018
Politique d'accès à l'information (OP-102)	1. Définition de procédures visant à assurer une divulgation efficace des documents environnementaux et sociaux sur la page virtuelle de la BID 2. Inclure les convergences de points marquants/signaux d'alarme de divulgation environnementale et sociale de la BID	4 ^e trimestre 2016 4 ^e trimestre 2017
Gestion du risque dans des situations de conflit de nature environnementale ou sociale	1. Analyse des besoins et des options en vue d'une meilleure gestion des projets dans des contextes de conflits environnementaux et sociaux	3 ^e trimestre 2017

En juillet, la Direction a présenté au Conseil d'Administration un rapport du progrès accompli concernant le Plan de travail où figurent les actions suivantes:

Concernant le contrat d'usufruit de la communauté de María del Mar, il a été informé qu'il a été annulé de manière amicale et que les communautés de San Dionisio del Mar, Charis et Zapata ont été mises au courant de l'annulation du contrat d'usufruit. La CII assure un suivi afin d'aboutir à des arrangements à l'amiable.

La Direction a fait partie du progrès suivant concernant le renforcement de la capacité d'évaluer et de gérer les répercussions sociales des projets:

- Élaboration d'une Note indicative sur les mécanismes de résolution de réclamations.
- Élaboration d'une Note technique sur les Consultations et les interactions appropriées avec les Parties intéressées.

- Formation du personnel de la Banque, des agences d'exécution et autres parties concernées.
- Préparation de la version préliminaire d'un protocole visant à documenter les activités de consultation.
- Du progrès a été rapporté en relation à l'analyse des insuffisances de la Politique envers les Peuples Indigènes.
- En ce qui concerne la divulgation des informations et la Politique d'accès à l'information
- Élaboration d'un protocole interne visant à définir les procédures et mise en place des procédures de la Banque pour traiter les opérations avec garantie souveraine.
- Inclure des points cruciaux et avis spéciaux concernant la divulgation de documents traitant de thèmes environnementaux et sociaux dans le système de gestion des opérations de la Banque.

Aéroport international El Dorado

PAYS: Colombie
ÉTAT ACTUEL: ouverte
DATE DE RÉCEPTION MICI: 12 août 201112 août 2011
CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public CO-MICI002-2011](#)

Numéro de projet: CO-L1029
Catégorie environnementale: B
Financement de la BID: USD 165 000 000
Secteur: Transports
Type de projet: Opération de prêt



Le Projet

Il s'agit d'une opération de prêt sans garantie souveraine octroyé à la Société concessionnaire opératrice aéroportuaire internationale, S.A. (OPAIN), approuvée en décembre 2010 qui servira à la modernisation et l'expansion de l'aéroport El Dorado de Bogotá, en Colombie. Les travaux ont pour objectif d'augmenter la capacité et de faciliter les opérations de l'aéroport en diminuant les délais, la consommation de carburant et les frais d'entretien tout en améliorant les services aux passagers, aux lignes aériennes et aux clients du fret aérien grâce au renforcement des niveaux de sécurité.

La Requête

Mme Gloria Molina a présenté la Requête au nom de l'organisation communautaire "Comunidades Unidas Macro proyecto Aeropuerto El Dorado" (Communautés Unies pour le Macroprojet Aéroport El Dorado), contenant plusieurs préoccupations de la part de la communauté en référence à des points figurant dans l'Étude de l'impact environnemental concernant la pollution de l'eau, la manutention des déchets dangereux, les niveaux élevés de bruit et la gestion sociale de l'OPAIN vis-à-vis de la communauté. La Requête indique également que le projet ne donne pas aux communautés affectées un accès adéquat et efficace aux informations ou aux mécanismes de participation sociale.

Le Processus de gestion

En mars 2017, le MICI a publié son Rapport de vérification de la conformité dont les principales conclusions ont indiqué le non-respect de la Politique d'environnement et de respect des sauvegardes (OP-703) et la Politique d'accès à l'information (OP-102).

- **À propos de la Politique d'environnement et de respect des sauvegardes (OP-703),** la Direction n'a pas respecté les dispositions de cette Politique: 1) en ne révisant pas et en ne mettant pas en place des mécanismes en vue de s'assurer du respect des normes limitant le bruit; 2) en considérant que les répercussions environnementales et sociales en raison des niveaux de bruit progressifs étaient localisées et de courte durée et que le Projet avait déjà des mesures d'atténuation efficaces; 3) en n'identifiant pas les risques dûment au fait que la responsabilité de la gestion du bruit avait été confiée à un tiers; 4) en manquant d'évaluer les répercussions en raison du bruit progressif et d'adopter des mesures d'atténuation sans avoir validé leur efficacité; 5) sans vérifier si les consultations avaient été appropriées et sans s'assurer que les personnes affectées avaient été informées des méthodes d'atténuation du bruit.
- **À propos de la politique d'accès à l'information (OP-102),** la Banque n'a pas respecté l'obligation de divulguer les informations environnementales et sociales du projet.

Résumé des principales conclusions

Politique opérationnelle	Conclusion
OP-703 B.2	La Banque s’est conformée à la Directive B.2 du fait d’avoir évalué le respect d’OPAIN par rapport à la législation nationale; néanmoins elle n’a pas respecté ladite Directive du fait qu’elle n’a pas révisé ni mis en place des mécanismes permettant d’évaluer si l’Aéroport respectait les normes de bruit et sans connaître les manquements possibles, particulièrement le permis environnemental.
OP-703 B.3	La Banque n’a pas respecté la Directive B.3 en considérant que les répercussions environnementales et sociales en raison du bruit accru provoqué par le Projet étaient localisées et de courte durée et qu’il existait des mesures d’atténuation efficaces.
OP-703 B.4	La Banque n’a pas respecté la Directive B.4 en n’identifiant pas les risques impliqués par la gestion des répercussions dues au bruit entre les mains d’un tiers et, par conséquent, du fait de ne pas disposer de mesures concrètes pour faire face à ces risques.
OP-703 B.5	La Banque n’a pas respecté la Directive B.5 en validant des mesures d’atténuation du bruit sans vérifier leur efficacité et leur adéquation pour les répercussions dues au Projet et en l’absence d’une évaluation spécifique des répercussions possibles d’un niveau de bruit accru en raison de l’Aéroport fonctionnant au maximum de sa capacité.
OP-703 B.6	La Banque n’a pas respecté la Directive B.6 du fait qu’elle n’a pas vérifié si l’Audience publique et les tables rondes étaient des espaces où des consultations adéquates pouvaient se tenir. De même, la Banque ne s’est pas assurée que pendant la phase d’exécution du Projet, les parties affectées soient dûment informées sur les méthodes d’atténuation du bruit.
OP-703 B.7	La Banque a respecté la Directive B.7 en ayant mis en place un système de surveillance qui a vérifié que pendant les opérations du Projet, l’OPAIN respectait les sauvegardes énoncées dans le contrat de prêt.
OP-703 B.12	La Banque a respecté la Directive B.12 du fait que le Plan d’action a été remis à la BID dans les délais qu’elle avait fixés.
OP-102	La Banque n’a pas respecté la Directive OP-102 du fait qu’elle n’a pas divulgué tous les documents de divulgation obligatoire sous forme de la liste positive d’OP-102 2006 et 2010.
OP-703 B.1	La Banque n’a pas respecté la Directive B.1 du fait qu’elle a financé une opération qui ne respectait pas les Directives B.2, B.3, B.4, B.5 et B.6 d’OP-703, et n’était pas en ligne avec les différentes dispositions d’OP-102 (versions 2006 et 2010).

Le 17 mai de la même année, le Conseil d’Administration de la BID a examiné le rapport en question et a manifesté son appui aux conclusions présentées demandant à la Direction de la Banque de préparer un Plan d’action en vue de mettre en place sept des huit recommandations formulées par le MICI dans le rapport. Concernant la Recommandation n° 3,

elle n’a pas été acceptée du fait qu’elle dépend exclusivement des décisions des autorités nationales et demeure donc hors de la portée du Plan d’action de la Direction. Le rapport et la décision finale du Conseil d’Administration sont disponibles dans le Registre public.

Recommandations faites par le MICI dans le cadre du Rapport de vérification de la conformité se rapportant au Projet d’Aéroport international El Dorado

Recommandation 1	Publier sur le site web de la Banque tous les documents de divulgation obligatoires y compris le PGAS (Plan de Gestion Environnementale et Sociale) pour l’opération Aéroport international El Dorado, de préférence en espagnol.
Recommandation 2	Divulguer le présent rapport de vérification de la conformité parmi le personnel de la Banque en mettant particulièrement l’accent sur la conception, l’exécution et la supervision des opérations de gestion environnementale et sociale.
Recommandation 3	Analyser, en coordination avec les autorités colombiennes compétentes, des voies en vue d’appuyer et de renforcer la soutenabilité environnementale et sociale de l’Aéroport.
Recommandation 4	Clarifier ou émettre des directives en vue d’assister les équipes dans les cas où les agissements de tiers seraient un facteur à considérer dans le cadre de la gestion du risque et des impacts.
Recommandation 5	Promouvoir une mise à jour continue des “Directives pour les consultations publiques et la participation des parties intéressées dans les projets financés par la BID” forts des leçons apprises par les équipes de projets au cours des années et les meilleures pratiques internationales s’y rapportant.
Recommandation 6	Diffuser amplement ces directives parmi les Agences d’exécution, les Clients et le personnel de la Banque, animer des formations sur la consultation et la participation où des études de cas de la Banque seront incluses.
Recommandation 7	Rendre explicite la divulgation routinière du PGAS et toutes ses mises à jour qui ont lieu pour tous les projets, même ceux qui n’exigent pas d’EIA, dans la liste des documents de divulgation obligatoires d’OP-102.
Recommandation 8	Introduire des dispositions en vue d’accroître l’accès à l’information de façon à s’assurer que les informations environnementales et sociales divulguées par la Banque soient dans la langue du pays où l’opération se déroule.



Programme de drainage pluvial dans les municipalités de La Paz et El Alto

PAYS: Bolivie

ÉTAT ACTUEL: Ouverte

DATE DE RÉCEPTION MICI: 27 mars 2014/27 mars 2014

CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public MICI-BO-2014-079](#)

Numéro de projet: BO-L1028

Catégorie environnementale: B

Financement de la BID: USD 30 000 000

Secteur: Eau et Assainissement

Type de Projet: Opération de prêt



Le Projet

Il s'agit d'une opération de prêt avec garantie souveraine qui a pour objectif de contribuer à l'amélioration du niveau de vie des habitants des municipalités de La Paz et El Alto, en diminuant les dommages humains et matériels causés par des événements hydrométéorologiques extrêmes, par le biais de la mise en œuvre de travaux et actions complémentaires visant à améliorer le système de drainage pluvial de La Paz et El Alto, et à assurer sa gestion.

La Requête

Le Requérant qui a demandé la confidentialité par crainte de représailles, indique qu'il a souffert des préjudices économiques en relation directe avec les fermetures de rues à la circulation, impératives en raison de la réparation du tunnel de drainage du Río Jancokollo prévue dans le Programme de drainage pluvial II. Entre autres allégations, il explique que les informations fournies aux voisins concernant l'opération a été limitée et imprécise pour ce qui est de la durée des travaux, ce qui a entraîné des impacts négatifs pour les commerces de la zone. Il affirme de même que les consultations publiques n'ont pas été menées sous une forme adéquate.

Le Processus de gestion

L'enquête a commencé le 1er février 2017 suite à l'embauche d'experts indépendants, [Ione Novoa Jezler \(Brésil\)](#) et [Helen Russell \(Royaume-Uni\)](#).

En raison des spécificités de ce cas et l'exigence de confidentialité de la part du Requérant, le MICI a décidé de conduire des études sur documents et non pas une mission sur le site du projet.

L'enquête s'est attachée à déterminer le respect par la Banque de la Politique d'environnement et de respect des sauvegardes (OP-703) pour ce qui est de:

- L'identification, l'évaluation et l'atténuation des impacts dans les activités de la zone d'impact des travaux de drainage.
- La consultation publique, la participation citoyenne et l'accès à l'information.

Au cours de l'enquête, il s'est avéré nécessaire de demander deux fois de reporter la date du délai afin de permettre à la Direction de réunir la documentation demandée. À la fin de l'année, l'enquête devrait être terminée pour être ensuite soumise à l'étude du Conseil d'Administration au premier trimestre 2018.

Projet de cadastre, titres de propriété et enregistrement foncier des terres rurales au Pérou – Troisième phase (PTRT-3)

PAYS: Pérou

ÉTAT ACTUEL: Ouverte

DATE DE RÉCEPTION MICI: 27 août 2015

CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public MICI-PE-2015-0094](#)

Numéro de projet: PE-L1026

Catégorie environnementale: A (auparavant B)

Financement de la BID: USD 40 000 000

Secteur: Agriculture et développement rural

Type de projet: Opération de prêt



Le Projet

Il s'agit d'une opération de prêt avec garantie souveraine constituant la troisième étape d'appui au Projet spécial de registre et titres de propriété (PETT), se rapportant aux titres de propriété et cadastre rural, en particulier sur la côte et la sierra du Pérou. Cette troisième étape renforcera les missions entreprises dans la deuxième étape, notamment en ce qui concerne l'inscription des terrains, et l'attribution des titres de propriété des communautés paysannes et indigènes, ainsi que les activités destinées à assurer la durabilité du cadastre rural. L'opération prévoit l'exécution de quatre volets: (1) cadastre, titres de propriété et registre des terres; (2) renforcement institutionnel; (3) services d'administration des terres; et (4) direction, administration et supervision.

La Requête

Présentée par l'Association interethnique de développement de la forêt péruvienne (AIDSEF), au nom de 1 166 communautés indigènes de l'Amazonie péruvienne avec neuf organisations indi-

gènes régionales. Il est affirmé que l'exécution du projet entrainera des dommages irréparables aux Peuples Indigènes de l'Amazonie péruvienne. Concrètement, les requérants considèrent que le projet atteinte contre leurs droits à la propriété et à l'exploitation des territoires ancestraux en attribuant d'abord les titres de propriété aux colons. Ils indiquent en outre qu'en raison des changements qui se produiront dans l'utilisation des terres, le projet causera des dommages environnementaux et socioéconomiques, comme la déforestation de terres ancestrales, la dégradation des écosystèmes et la perte des moyens de subsistance des peuples indigènes. Selon les Requérants, ces dommages peuvent être dus au non-respect des Politiques opérationnelles sur l'Environnement et le Respect des Sauvegardes (OP-703) et celle envers les Peuples Indigènes (OP-765).

Le Processus de gestion

Le premier semestre 2017 a été témoin de divers changements institutionnels au Ministère de l'agriculture et du risque du Pérou (MINAGRI), AIDSEF,

la BID de même que le MICI, ce qui a entraîné de demander aux Parties de reconfirmer qu'elles souhaitent poursuivre la Phase de Consultation par le biais de différentes missions du MICI au Pérou et le travail continu du facilitateur local.

Début 2017, après une période de négociations avec les nouvelles autorités ministérielles, celles-ci ont avalisé l'engagement du Ministère de l'agriculture de participer à un processus de dialogue et à faire avancer l'affaire en prenant pour base les accords préliminaires de juin 2016.

Finalement, après plusieurs réunions des Parties, le 16 et le 17 août, le MICI a animé un Atelier de Suivi des Accords en présence des dirigeants nationaux et régionaux de l'AIDSESP, de différentes autorités du MINAGRI dirigées par le vice-ministre de l'Agriculture et du risque, de la représentante de la BID au Pérou et des membres de l'équipe du projet de la BID. Les réunions se sont achevées avec

succès avec la signature de l'[Acte de respect des engagements et du Plan de suivi](#).

La présence active du MICI et l'appui d'un expert local ont été les facteurs qui ont favorisé les actions proposées par le MICI en vue de mettre en place des conditions de confiance et de dialogue, ce qui ajouté à la bonne disposition des parties, a abouti aux conditions indispensables afin d'établir un dialogue en vue d'obtenir des résultats.

L'étape de dialogue se concluant avec la signature d'un accord, a commencé ensuite le suivi du respect des accords en base à un Plan de suivi accepté par les parties et approuvée par le Conseil d'Administration de la BID. Dans le cadre de ce Plan de suivi, les Parties se sont mises d'accord pour tenir des réunions deux fois par mois sous forme d'un Comité de suivi auquel participent l'AIDSESP, le MINAGRI et la BID avec l'appui du MICI par le biais d'une facilitation locale.



Réaménagement du centre, modernisation des transports publics métropolitains et services gouvernementaux - Requête II

Pays: Paraguay
État actuel: Ouverte
Date de réception MICI: 17 mai 2016
Chronologie et documents publics: [Registre public MICI-BID-PR-2016-0101](#)

Numéro de projet: PR-L1044
Catégorie environnementale: B
Financement de la BID: USD 125 000 000
Secteur: Transports
Type de projet: Opération de prêt



Le Projet

Cette opération de prêt avec garantie souveraine est destinée à réhabiliter et à améliorer les infrastructures urbaines et de transport d'Asuncion. Les principaux objectifs de cette opération sont: (1) la revitalisation de la zone centrale d'Asuncion à travers la mise en place de voies piétonnes et de pistes cyclables, la rénovation et la création de parcs, la construction d'ouvrages d'assainissement des eaux pluviales et d'égouts et la construction d'un édifice pour permettre à l'État de fournir des services publics; et (2) la mise en place progressive d'un système de transports intégré et efficace pour une mobilité ordonnée, rapide et massive de la population entre le centre de la ville de San Lorenzo et le centre d'Asuncion. Pour soutenir ce projet, la Banque a approuvé l'opération « FAPEP - Réaménagement, modernisation des transports publics et services gouvernementaux » et une coopération technique non remboursable afin de financer la réalisation d'études techniques et socio-environnementales complémentaires.

La Requête

Les Requêteurs, membres du *Frente Ciudadano de Asunción*, expliquent que la construction du Me-

trobús dans la ville d'Asuncion aura un impact négatif sur les habitants de la capitale de la République du Paraguay, qui sont des usagers permanents de l'avenue Eusebio Ayala; ils invoquent un manque de transparence et affirment que la conception du projet n'est pas terminée et qu'aucune étude de faisabilité technico-économique n'a été réalisée ou que, si elle existe, ils ne savent pas comment y accéder.

Le Processus de gestion

En janvier 2017, le Conseil d'Administration a approuvé une enquête qui a commencé officiellement avec l'embauche des experts indépendants, [Ione Novoa Jezler \(Brésil\)](#) et [Guillermo Tejeiro \(Colombie\)](#).

Dans le cadre de l'enquête, le Panel constitué par Arantxa Villanueva en tant que président et deux experts a visité la ville d'Asunción du 2 au 6 mai 2017 afin de se réunir avec les Requêteurs, le personnel de la Banque et l'Agence d'Exécution (le Ministère des travaux publics et des transports).

Bien que l'enquête ait dû se terminer le quatrième trimestre 2017, il s'est avéré nécessaire de prolonger ce délai afin d'analyser la documentation supplémentaire reçue au cours des étapes finales de l'enquête.

Programme Várzeas del Tietê

PAYS: Brésil

ÉTAT ACTUEL: Clôturée

DATE DE RÉCEPTION MICI: 28 juillet 2016

CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public MICI-BID-BR-2016-0106](#)

Numéro de projet: BR-L1216

Catégorie environnementale: A

Financement de la BID: USD 115 700 000

Secteur: Eau et assainissement

Type de projet: Opération de prêt



Le Projet

Il s'agit d'une opération de prêt avec garantie souveraine qui a pour objectif de restaurer la fonction environnementale et sociale des berges du cours supérieur du fleuve Tietê, qui est une zone de protection environnementale (ZPE) selon la législation nationale, à travers des actions de protection de l'environnement, la remise en état de zones dégradées et une gestion intégrale de cet important espace de la Région métropolitaine de São Paulo (RMSP). Dans le cadre des activités du programme, il est prévu de reloger environ 1000 familles.

La Requête

Trois citoyens brésiliens habitant dans le « Jardim Izildinha », à Guarulhos au Brésil, ont signalé un préjudice potentiel découlant de la réinstallation involontaire dans le cadre du programme. Les Requérants indiquent ne pas pouvoir accepter la proposition de logement qui leur a été faite car ils considèrent qu'elle ne correspond pas aux dispositions du Plan recteur de réinstallation. La requête

fait en outre valoir que le projet peut occasionner des dommages environnementaux.

Le Processus de gestion

Au cours de l'étape d'admissibilité, la Direction a demandé au MICI de suspendre temporairement le processus conformément à la Politique du MICI, afin de pouvoir répondre aux préoccupations exprimées dans la Requête par le biais d'un processus de médiation sans une participation active du MICI. En conséquence, deux des trois Requérants ont signé des accords avec l'Agence d'exécution dans lesquels apparaissaient des solutions de logement mutuellement acceptables en référence à la réinstallation involontaire. Cependant, le troisième Requérant n'est pas parvenu à un accord et à la date de publication du Mémoire d'admissibilité (février 2017) la solution de logement manquait.

La Requête a été jugée non éligible du fait que la Politique indique qu'il faut au moins deux Requérants pour activer le Mécanisme et ce n'était pas le cas du fait qu'il ne restait plus qu'un seul Requérant dans le processus.

Projet hydroélectrique Reventazón (PHR)

PAYS: Costa Rica

ÉTAT ACTUEL: Clôturée

DATE DE RÉCEPTION MICI: 16 septembre 2016

CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public MICI-BID-CR-2016-0110](#)

Numéro de projet: CR-L1049

Autres projets: CR-L1056, CR-T1074

Catégorie environnementale: A

Financement de la BID: USD 250 000 000

Secteur: Énergie

Type de projet: Opération de prêt



Le Projet.

Il s'agit d'un projet qui est composé de plusieurs opérations de prêt avec et sans garantie souveraine. Le projet situé sur le bassin moyen du fleuve Reventazón, dans la province de Limón au Costa Rica, consiste en la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien d'une centrale hydroélectrique avec une puissance installée de 305,5 MW. Le projet inclut la construction d'un barrage de 130 mètres de hauteur et d'un réservoir de 6,9 km², ainsi que d'un tunnel de déviation, d'un local pour les machines, de sous-stations, de lignes électriques et de chemins adjacents. Le Groupe BID participera au Projet à travers de cinq opérations de financement: un financement avec garantie souveraine, un sans garantie souveraine, deux coopérations techniques et une garantie.

La Requête

Un groupe de propriétaires de six terrains situés au niveau de la queue du réservoir du projet a présenté une requête indiquant que lors de l'étape de construction du projet, des travaux d'extraction de matériaux ont été réalisés dans la base d'une des rives de leur propriété, créant un risque d'effondrement du lac Lancaster, un marais protégé qui se trouve

sur leurs terrains. De plus, les Requérants expriment leur inquiétude quant à l'impact sur le « sous-corridor biologique Barbilla Destierro », passage naturel du jaguar et d'autres félins, en raison d'une série d'incohérences dans la mise en œuvre des mesures d'atténuation prévues. Ils soulignent également les risques de pollution liés au fait de ne pas avoir retiré toute la végétation avant de remplir le réservoir conformément à l'étude d'impact environnemental et indiquent qu'il existe déjà des preuves de pollution de l'eau. Enfin, ils déclarent avoir subi un préjudice économique causé par le processus d'expropriation d'une partie de leurs parcelles. Les Requérants ont demandé la mise en place d'une vérification de la conformité et ils ont en outre présenté des Requêtes semblables aux mécanismes de la SFI et de la BEI.

Le Processus de gestion

Après avoir annoncé que la Requête était éligible en décembre 2016, le MICI a présenté pour examen au Conseil d'Administration sa recommandation d'effectuer une vérification de la conformité, ce qui a été fait en juin 2017. Le Conseil d'Administration a recommandé au MICI de ne pas poursuivre l'enquête, ce qui a mis fin au traitement de la Requête.

Projet hydroélectrique Reventazón (PHR) – Requête II

PAYS: Costa Rica

ÉTAT ACTUEL: Clôturée

DATE DE RÉCEPTION MICI: 7 décembre 2016

CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public MICI-BID-CR-2016-0112](#)

Numéro de projet: CR-L1049

Autres projets: CR-L1056, CR-T1074

Catégorie environnementale: A

Financement de la BID: USD 250 000 000

Secteur: Énergie

Type de projet: Opération de prêt



Le Projet

Il s'agit d'un projet qui est composé de plusieurs opérations de prêt avec et sans garantie souveraine. Le projet situé sur le bassin moyen du fleuve Reventazón, dans la province de Limón au Costa Rica, consiste en la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien d'une centrale hydroélectrique avec une puissance installée de 305,5 MW. Le projet inclut la construction d'un barrage de 130 mètres de hauteur et d'un réservoir de 6,9 km², ainsi que d'un tunnel de déviation, d'un local pour les machines, de sous-stations, de lignes électriques et de chemins adjacents. Le Groupe BID participera au Projet à travers cinq opérations de financement: un financement avec garantie souveraine, un sans garantie souveraine, deux coopérations techniques et une garantie.

La Requête

Présentée par une famille résidant dans la zone de Siquirres au Costa Rica, la Requête fait état de divers préjudices économiques et environnementaux liés à la construction, l'exploitation et l'entretien du projet, en particulier: (1) préjudice économique lié

au processus d'expropriation qui a coupé l'accès aux sources d'eau appartenant aux Requérants, ce qui a eu un effet négatif sur leurs activités productives et leur qualité de vie. De plus, les Requérants indiquent que le processus d'expropriation n'a pas correctement pris en compte la valeur des terres au prix du marché; (2) préjudice environnemental lié au risque d'effondrement de zones situées sur la propriété des Requérants, qui pourrait être causé ou favorisé par l'extraction de matériaux des rives du fleuve Reventazón. Ils notent également un préjudice causé par l'émission de gaz à effet de serre due au non-retrait de la végétation avant le remplissage du réservoir du projet; (3) préjudice à la biodiversité de la zone lié au risque d'effondrement des lacs Lancaster qui pourrait être une conséquence des travaux d'extraction réalisés sur les versants proches de ces zones humides.

Le Processus de gestion

La Requête a été déclarée inéligible du fait que les Requérants n'ont pas donné à la Direction de la Banque l'occasion de répondre aux préoccupations manifestées.

Programme d'infrastructure productive – Requête II

PAYS: Haïti

ÉTAT ACTUEL: Ouverte

DATE DE RÉCEPTION MICI: 12 janvier 2017

CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public MICI-BID-HA-2017-0114](#)

Numéro de projet: HA-L1055

Autres projets: HA-L1076, HA-L1081

Catégorie environnementale: B

Financement de la BID: USD 55 000 000

Secteur: Développement et logements urbains

Type de projet: Opération d'investissement non remboursable



Le Projet.

Il s'agit d'un financement par le biais de diverses opérations de facilitation non remboursables de la BID en vue du développement du nord de Haïti au moyen de la construction d'ouvrages d'infrastructure, en particulier le Parc industriel de Caracol (PIC), dont l'objectif est de favoriser les investissements privés et de créer des emplois nouveaux dans la région du Nord-Est, près des communes de Caracol, Limonade, Trou du Nord et Terrier Rouge.

La Requête.

Présentée par le *Kolektif Peyzan Tè Chabe (Kolektif)* constitué par environ 410 familles qui travaillent la terre dans le périmètre où se trouve maintenant le PIC et qui sont représentées par les organisations *Accountability Counsel*, *Action Aid Haiti* et AREDE, il est allégué qu'en raison de la installation d'un clôture provisoire en janvier 2011 afin de délimiter un périmètre qui sera occupé par le PIC, et sans préavis, ils ne peuvent plus accéder aux parcelles de terrain qui étaient leur moyen de subsistance. La Requête indique que suite à l'emplacement du périmètre une consultation inadéquate a pris place avec des organisations qui ne les représentaient pas et pour laquelle

ils n'avaient pas obtenu d'informations suffisantes. Les Requérants indiquent que les montants compensatoires qu'ils ont reçu n'étaient pas suffisants et qu'ils se trouvent à présent dans des conditions précaires de subsistance. Parmi les conséquences qu'ils ont souffert en raison de la perte de leurs revenus se trouvent l'abandon de l'école pour leurs enfants du fait de ne plus pouvoir payer les frais de scolarité, ainsi que des difficultés pour assurer la sécurité alimentaire des familles. Ils indiquent qu'avant la mise en place du PIC, une partie des récoltes qu'ils obtenaient servaient à la consommation familiale. Les femmes affirment être particulièrement touchées par les conséquences négatives sur la cohésion familiale provoquées par l'expropriation. Les Requérants lient ces préjudices à un non-respect potentiel des politiques opérationnelles: OP-710, OP-761, OP-703 y OP-102. Ils indiquent leur préférence pour les deux Phases du processus du MICI dans le traitement de leur Requête.

Le Processus de gestion.

Dans le cadre du processus d'analyse concernant l'éligibilité de cette Requête, le MICI a visité la zone du Projet pour se réunir avec les Requérants, et se



rendre dans la capitale, Port au Prince afin de tenir des réunions avec les représentants du Gouvernement haïtien et du personnel de la BID dans leur bureau de représentation dans ce pays.

Le 23 mars 2017, la Requête a été déclarée éligible et transférée à la Phase de Consultation. Au cours des mois suivants, le MICI a travaillé conjointement avec les Parties (Requérants, Unité Technique d'Exécution du Ministère des Finances d'Haïti et la BID) afin de définir l'agenda et la méthodologie du processus.

Le 13 et 14 octobre, un premier cycle de dialogue structuré a pris place entre les Parties et a abouti à cinq accords partiels se rapportant directement au processus d'évaluation du Plan de compensation ce qui doit être accomplie par l'Agence d'Exécution en accord avec sa politique. Le deuxième cycle de dialogue s'est tenu le 7 et 8 décembre 2017.

Plusieurs aspects méritent d'être soulignés qui sont jusqu'à présent toujours à l'étude dans le cas cité; il s'agit de:

- La participation tant de la Direction de la BID que des Requérants et de l'Agence d'Exécution à la préparation d'e l'agenda et d'un format préliminaire pour les discussions. Ce travail est le résultat de nombreuses heures de pourparlers avec les Parties, au cours desquelles ont été définies les caractéristiques minimales d'un processus de consultation ou de résolution alternative des conflits, que ce soit à travers le dialogue, la médiation, la négociation ou d'autres méthodes.
- Une plus grande transparence afin d'assurer l'accès aux documents et aux informations indispensables à une participation efficace des Requérants, y compris la traduction en créole haïtien qui est la langue maternelle de la communauté affectée.

Le processus de la Phase de consultation se poursuivra en 2018 et la date prévue pour la conclusion de cette étape conformément à la politique est en juin.

Programme d'énergie hydroélectrique Alto Maipo

PAYS: Chili
ÉTAT ACTUEL: Ouverte
DATE DE RÉCEPTION MICI: 23 janvier 2017
CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public MICI-BID-CH-2017-0115](#)

Numéro de projet: CH-L1067
Catégorie environnementale: A
Financement de la BID: USD 200 000 000
Secteur: Énergie
Type de projet: Opération de prêt



Le Projet

Il s'agit d'une opération de prêt sans garantie souveraine approuvée en octobre 2013 pour la construction, l'exploitation et l'entretien de deux centrales hydroélectriques près de la zone de San José del Maipo, située à environ 48 km de Santiago de Chili. Les centrales hydroélectriques auront une capacité installée de 531 MW et devraient servir à capter l'eau des bassins des affluents des rivières Maipo, Yeso, Volcán et Colorado, pour ensuite retourner l'eau à la rivière Maipo au moyen de la construction de tunnels sur 70 km dans la Cordillère des Andes.

Le projet compte également avec un financement de l'IFC, OPIC et d'autres banques multilatérales.

La Requête

Présentée par les habitants du voisinage de la zone qui habitent et travaillent principalement dans la commune de San José del Maipo, représentés par la Coordinatrice citoyenne No Alto Maipo et l'organisation Écosystèmes avec l'accompagnement du Centre international de droit environnemental (CIEL), elle fait état que les Requérants souffrent

en raison d'atteintes à leur mode de vie et dans leur situation économique à cause du Projet, en soulignant que les répercussions du Projet n'ont pas été entièrement évaluées et que des méthodes d'atténuation adéquates n'ont pas été proposées afin de rectifier les impacts négatifs sur l'environnement et les communautés des alentours. En relation à l'étape de construction, les Requérants ont souligné les divers préjudices qu'ils allèguent les affectent déjà et que leur mode de vie et leur situation économique ont subi des répercussions négatives et que le niveau d'insécurité a augmenté pour eux et pour leurs familles et qu'ils considèrent qu'il s'agit du résultat d'omissions dans le respect de la conformité des normes locales et des sauvegardes environnementales et sociales du Groupe BID. En particulier, étant donné la vocation touristique de la zone, ils signalent que l'absence de respect des accords et des engagements de coexistence s'est traduite par la diminution du nombre de visiteurs dans la zone comme résultat de la circulation accrue.

D'autre part, il est allégué dans la Requête qu'il y a possibilité de dommages environnemen-



taux liés aux opérations futures du PHAM, principalement en ce qui concerne des répercussions négatives quant à la disponibilité de l'eau et le volume des cours d'eau concernés par le Projet. Ils expliquent que les dommages décrits sont dus au fait que la Banque n'a pas respecté les dispositions des diverses Politiques opérationnelles et ils expriment leur intérêt pour que le MICI accomplisse une vérification du respect de la conformité.

Le Processus de gestion

Le MICI a reçu la Requête le 23 janvier 2017 et a accompli une mission à Santiago du Chili et la zone de Cajón del Maipo dans le cadre de l'étape d'éligibilité. Ladite visite a eu lieu conjointement avec une délégation de l'Ombudsman Conseiller à la performance (CAO), le Mécanisme de Reddition des

Comptes de l'IFC, du fait que les Requérants leur avaient également présenté une Requête. Ceci a permis une plus grande efficacité dans l'usage des ressources et a favorisé des échanges productifs entre les Mécanismes de Reddition des Comptes.

Le 1er mai, le MICI a déterminé que la Requête était éligible et le processus d'analyse de la Requête dans sa Phase de vérification de la conformité a commencé. Le processus du MICI a demandé plusieurs prolongations du fait que le projet avait connu des défaillances techniques l'été 2017. À la fin de l'année, un projet de recommandations pour la vérification de la conformité a été envoyé aux Requérants et à la Direction pour commentaires et il devait être soumis à l'étude du Conseil d'administration de la BID au cours du premier trimestre 2018.

Projet hydroélectrique Reventazón (PHR) - Requête II

PAYS: Costa Rica

ÉTAT ACTUEL: Clôturée

DATE DE RÉCEPTION MICI: 14 février 2017

CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public MICI-BID-CR-2017-0116](#)

Numéro de projet: CR-L1049

Autres projets: CR-L1056, CR-T1074

Catégorie environnementale: A

Financement de la BID: USD 250 000 000

Secteur: Énergie

Type de projet: Opération de prêt



Le Projet

Il s'agit d'un projet qui est composé de plusieurs opérations de prêt avec et sans garantie souveraine. Le projet situé sur le bassin moyen du fleuve Reventazón, dans la province de Limón au Costa Rica, consiste en la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien d'une centrale hydroélectrique avec une puissance installée de 305,5 MW. Le projet inclut la construction d'un barrage de 130 mètres de hauteur et d'un réservoir de 6,9 km², ainsi que d'un tunnel de déviation, d'un local pour les machines, de sous-stations, de lignes électriques et de chemins adjacents. La BID participera au PHR à travers de cinq opérations de financement: un financement avec garantie souveraine, un sans garantie souveraine, deux coopérations techniques et une garantie.

La Requête

Présentée par deux habitants de San Joaquín de Santa Marta à Siquirres, Costa Rica, au nom de 70 familles de la communauté en question. La Requête indique une possibilité de préjudice pour la communauté en raison du mauvais état de la voie d'accès au village dont l'entretien avait eu l'accord de l'Agence

chargée de l'exécution du projet. Les Requérants ont expliqué que l'état actuel du chemin poserait un risque de sécurité pour ceux qui prennent l'auto-route et que leurs activités de subsistance seraient affectées du fait que le transport de la production agricole, la principale activité économique de la communauté, sera perturbé.

En outre, la Requête fait état de préjudices à la communauté en raison d'une perte d'emplois résultant de la diminution de la production agricole des fermes dans les environs du réservoir de la rivière Reventazón et que ces fermes avaient été expropriées en totalité ou en partie. Il est allégué de même qu'à l'origine, le projet avait donné des emplois à plusieurs membres de la communauté mais qu'une fois finie la construction, ils ont été renvoyés.

Le Processus de gestion

La Requête n'a pas été enregistrée du fait qu'ils n'avaient pas encore pris contact avec la Direction de la Banque. Les Requérants ont été informés de la possibilité de revenir au MICI au cas où ils auraient constaté que leurs préoccupations restaient sans réponse après un délai raisonnable.

Programme Multiphase de Réhabilitation des Tronçons du Corridor Touristique du PPP

PAYS: Honduras

ÉTAT ACTUEL: Clôturée

DATE DE RÉCEPTION MICI: 17 février 2017

CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public MICI-BID-HO-2017-0117](#)

Numéro de projet: HO-L1013

Catégorie environnementale: B

Financement de la BID: USD 46 000 000

Secteur: Transports

Type de projet: Opération de prêt

Le Projet

Il s'agit d'une opération de prêt avec garantie souveraine approuvée par le Conseil d'administration le 24 octobre 2007. Le Programme a pour objectif d'améliorer les conditions d'efficacité et de sécurité du corridor routier de San Pedro Sula -Trujillo (CA-13) afin de contribuer au développement économique de la région du nord de l'Honduras. Plus particulièrement, les objectifs sont de permettre une circulation fluide, sûre et prévisible en toutes saisons en diminuant les coûts de transport et le temps du voyage, en améliorant la capacité et en réhabilitant la route principale qui relie le centre commercial du pays avec la zone des Caraïbes du Honduras.

La Requête

Les Requérants qui ont demandé la confidentialité au MICI, allèguent des dommages à leurs propriétés en raison du processus d'expropriation pour la construction d'un périphérique faisant partie du projet. La Requête explique qu'avant d'avoir contacté le MICI, ils n'avaient reçu aucune compensation pour la valeur de leurs champs expropriés.

Le Processus de gestion

Le MICI a informé les Requérants que leur Requête ne sera pas enregistrée du fait que le dernier versement de l'opération mentionnée avait eu lieu en mai 2014, plus de 24 mois avant la date de remise de la Requête et de ce fait une des exclusions prévues dans la politique du MICI s'applique.

Projet Rodoanel Mario Covas - Tronçon nord – Requête V

PAYS: Brésil

ÉTAT ACTUEL: Clôturée

DATE DE RÉCEPTION MICI: 15 mars 2017

CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public MICI-BID-BR-2017-0118](#)

Numéro de projet: BR-L1296

Catégorie environnementale: A

Financement de la BID: USD 400 000 000

Secteur: Transports

Type de projet: Opération de prêt



Le Projet

Il s'agit d'une opération de prêt avec garantie souveraine approuvée le 8 novembre 2011 pour la construction du tronçon nord du périphérique Mario Covas de São Paulo. Les activités du projet incluent: (1) l'ingénierie et l'administration; (2) les travaux de génie civil et leur supervision; (3) un renforcement institutionnel; et (4) la viabilisation socioenvironnementale. Le projet Rodoanel transformera le système de transport et logistique métropolitain, actuellement conçu selon un schéma radial, en une configuration radiale-circulaire qui contribuera à: (1) redistribuer la circulation des véhicules de transport et des voitures particulières en provenance et à destination d'autres régions du Brésil et des pays voisins; (2) améliorer l'accès aux deux plus grands hubs internationaux du pays (le port de Santos et l'aéroport de Guarulhos); (3) décentraliser spatialement l'activité logistique dans la région métropolitaine de São Paulo et (4) améliorer les conditions de circulation en réduisant les temps de déplacement, les coûts d'exploitation des véhicules et les accidents de la circulation, et en améliorant la qualité de l'air et les conditions de vie de la population.

La Requête

Il s'agit d'une réactivation de la Requête numéro MICI-BID-BR-2016-0109, présentée par trois citoyens brésiliens habitant dans la zone urbaine *Jardim Itatinga*, à la périphérie de São Paulo, Brésil, et qui sont représentés auprès du MICI par leur avocat. Dans leur Requête, ils allèguent de préjudices à leur qualité de vie en raison de la proximité de leurs immeubles aux zones de construction dans un des tronçons de l'anneau périphérique "Mario Covas". Les Requérants affirment que leurs propriétés auraient dû être considérées comme éligibles à l'expropriation en accord avec le Plan de réinstallation avant le début de la construction du Projet et qu'ainsi ils ne seraient pas exposés tous les jours à une pollution sonore élevée (en raison des explosions au cours des travaux), à la mauvaise qualité de l'air (en raison des particules en suspension et des produits chimiques utilisés) et les fortes vibrations lors du passage des machines et des équipement nécessaires aux travaux.

Le Processus de gestion

Au cours de l'étape d'éligibilité, les Requérants ont décidé de retirer leur Requête auprès du MICI afin d'explorer d'autres alternatives de résolution; le MICI a donc mis fin au processus par manque de substance.

Programme Várzeas del Tietê – Requête IV

PAYS: Brésil

ÉTAT ACTUEL: Clôturée

DATE DE RÉCEPTION MICI: 15 juin 2017

CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public MICI-BID-BR-2017-0119](#)

Numéro de projet: BR-L1216

Catégorie environnementale: A

Financement de la BID: USD 115 700 000

Secteur: Eau et assainissement

Type de projet: Opération de prêt



Le Projet

Il s'agit d'une opération de prêt avec garantie souveraine qui a pour objectif de restaurer la fonction environnementale et sociale des berges du cours supérieur du fleuve Tietê: une zone de protection environnementale (ZPE) selon la législation nationale, à travers des actions de protection de l'environnement, la remise en état de zones dégradées et une gestion intégrale de cet important espace de la Région métropolitaine de São Paulo (RMSP). Dans le cadre des activités du programme, il est prévu de reloger environ 1000 familles.

La Requête

Présentée par un groupe de Requérants résidents de Jardim Izildinha, Guarulhos, Brésil; il s'agit d'une réactivation de la Requête numéro MICI-BID-

BR-2016-0106. En particulier, les Requérants font état de dommages potentiels en raison d'une réinstallation involontaire dans le cadre du Programme et un possible non-respect des accords obtenus au cours d'un processus de négociations qui a eu lieu entre la Banque et l'Agence d'Exécution avec les Requérants, auxquelles le MICI était présent uniquement à titre d'observateur, dans le cadre de la Requête MICI-BID-BR-2016-0106.

Le Processus de gestion

Le 21 juin 2017, le MICI a accordé un prolongement de 10 jours ouvrables aux requérants pour leur permettre de compléter les informations requises pour l'enregistrement de la requête. La Requête n'a pas été enregistrée du fait que les informations demandées n'ont pas été reçues, ce qui a mis fin au processus.

Association publique-privée Périmètre Oriental de Bogotá

PAYS: Colombie

ÉTAT ACTUEL: Clôturée

DATE DE RÉCEPTION MICI: 20 juin 2017

CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public MICI-BID-CO-2017-0120](#)

Numéro de projet: CO-L1159

Catégorie environnementale: A

Financement de la BID: USD 115 700 000

Secteur: Eau et assainissement

Type de projet: Opération de prêt

Le Projet

Il s'agit d'une opération approuvée sous l'égide du secteur privé de la BID, actuellement gérée par BID Invest, qui consiste en un réseau d'autoroutes de 154 km et attribuée à l'Alliance Publique-Privée comprenant l'Agence nationale d'infrastructure ("ANI") et le Concessionnaire Périmètre Oriental de Bogotá SAS. Le Projet comporte les objectifs suivants: 1) améliorer la connectivité et développer un nouvel axe routier nord-sud dans le secteur est de Bogotá avec l'objectif de proposer une route alternative avec des temps de voyage plus courts entre les départements de Meta, Cundinamarca et Boyacá, de même que pour la zone métropolitaine de Bogotá, ce qui profitera à une population d'un total de près de 300.000 habitants vivant à proximité du Projet; 2) réduire la consommation de carburant et donc des émissions de gaz à effet de serre et en diminuant les embouteillages dans la zone métropolitaine de Bogotá; et 3) la créa-

tion directe et indirecte des emplois au cours de l'étape de construction et de mise en opération du projet.

La Requête

Présentée par un groupe de résidents des communautés de Calera, Choachí, Ubaque et Caqueza, situées dans le Département de Cundinamarca, Colombie, elle fait état de conséquences affectant leur qualité de vie à cause de dommages à l'environnement et à leurs propriétés qui seraient liés à la construction d'une rocade faisant partie du Projet.

Le Processus de gestion

Le 26 juin 2017, le MICI a accordé un délai de 10 jours ouvrables aux requérants pour compléter les informations requises. À la fin de la période en question, du fait que les informations supplémentaires demandées n'ont pas été reçues, le MICI a décidé de mettre fin aux procédures administratives.

Projet d’énergie hydroélectrique Alto Maipo – Requête II

PAYS: Chili
ÉTAT ACTUEL: Clôturée
DATE DE RÉCEPTION MICI: 5 juillet 2017
CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public MICI-BIC-CH-2017-0121](#)

Numéro de projet: CH-L1067
Catégorie environnementale: A
Financement de la BID: USD 200 000 000
Secteur: Énergie
Type de projet: Opération de prêt

Le Projet

Il s’agit d’une opération de prêt sans garantie souveraine approuvée en octobre 2013 pour la construction, l’exploitation et l’entretien de deux centrales hydroélectriques près de la zone de San José del Maipo, située à environ 48 km de Santiago de Chili. Les centrales hydroélectriques auront une capacité installée de 531 MW et devraient servir à capter l’eau des bassins des affluents du río Maipo, des rivières Yeso, Volcán et Colorado, pour ensuite retourner l’eau au río Maipo au moyen de la construction de tunnels sur 70 km dans la Cordillère des Andes.

Le projet compte également avec un financement de l’IFC, OPIC et d’autres banques multilatérales.

La Requête

Présentée par un résident de la Commune de San José del Maipo, qui a demandé que son identité soit gardée confidentielle par crainte de représailles, du fait qu’il est fait état de harcèlement sexuel sur les lieux de travail.

Le Processus de gestion

La Requête n’a pas été enregistrée du fait qu’il s’agissait de thèmes en dehors du champ d’action du MICI et en outre la condition qu’une Requête doit être présentée par au moins deux personnes n’a pas été remplie.

Groupe Corporativo Papelera S.A. de C.V.

PAYS: Mexique
ÉTAT ACTUEL: Clôturée
DATE DE RÉCEPTION MICI: 25 juillet 2017
CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public MICI-CII-ME-2017-0122](#)

Numéro de projet: ME4024A-01
Catégorie d’environnement: III
Financement de BID INVEST: USD 14 000 000
Secteur: Pulpe de bois et papier
Type de projet: Opération de prêt

Le Projet

Il s’agit d’une opération approuvée le 25 juin 2013 par le Conseil d’administration de la SII), qui consiste à accorder un financement à l’entreprise Groupe Corporativo Papelera S.A. de C.V. qui se consacre à la fabrication et au recyclage de papier sanitaire, en vue de l’acquisition et de la mise en opération d’une usine fabriquant du papier.

La Requête

Le 25 juillet, deux résidents de la ville de Mexico ont présenté une Requête en déclarant qu’il y avait un manque des informations publiques sur les aspects environnementaux et sociaux en relation

avec l’opération. Les Requérants allèguent qu’en raison du manque d’informations, ils ignorent s’ils pourraient être exposés à des produits polluants et à des rejets dangereux provenant de la production de papier, ce qui pourrait nuire à leur santé. Ils demandent en outre au MICI de leur fournir toutes les informations environnementale et sociales de caractère public se rapportant au projet.

Le Processus de gestion

La Requête n’a pas été enregistrée du fait qu’elle avait été reçue plus de 24 mois après le dernier versement de l’opération qui a eu lieu en avril 2015.

Programme Várzeas del Tietê - Requête V

PAYS: Brésil

ÉTAT ACTUEL: Clôturée

DATE DE RÉCEPTION MICI: 25 juillet 2017

CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public MICI-BID-BR-2017-0123](#)

Numéro de projet: BR-L1216

Catégorie environnementale: A

Financement de la BID: USD 115 700 000

Secteur: Eau et assainissement

Type de projet: Opération de prêt



Le Projet

Il s'agit d'une opération de prêt avec garantie souveraine qui a pour objectif de restaurer la fonction environnementale et sociale des berges du cours supérieur du fleuve Tietê, qui est une zone de protection environnementale (ZPE) selon la législation nationale, à travers des actions de protection de l'environnement, la remise en état de zones dégradées et une gestion intégrale de cet important espace de la Région métropolitaine de São Paulo (RMSP). Dans le cadre des activités du programme, il est prévu de reloger environ 1000 familles.

La Requête

La Requête a été présentée par la Defensoria Pública del Estado de São Paulo (Bureau de la défense publique de l'état de Sao Paulo) au nom d'un groupe de résidents de la ville de Guarulhos, Brésil. Il y est fait état de dommages potentiels en raison de la

composante de réinstallation du Programme et il est fait mention d'atteintes à la propriété et aux conditions de vie des familles réinstallées, des répercussions sur le tissu social de la zone et le manque de consultations publiques traitant du thème de l'habitat avec les personnes potentiellement affectées. La Requête comprend en outre une demande au MICI de leur remettre toutes les informations concernant le Programme et le détail du crédit accordé par la BID à la Direction de São Paulo.

Le Processus de gestion

Du fait que toutes les informations réglementaires pour l'enregistrement n'étaient pas complètes, une prolongation de 10 jours ouvrables a été accordée aux Requêteurs pour qu'ils envoient des informations supplémentaires. Du fait qu'à la fin de ce délai, le MICI n'avait pas reçu les informations demandées, il a été mis fin au processus.

Programme de protection et récupération du patrimoine culturel

PAYS: Équateur

ÉTAT ACTUEL: Clôturée

DATE DE RÉCEPTION MICI: 26 juillet 2017

CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public MICI-BID-EC- 2017-0124](#)

Numéro de projet: EC-L1097

Catégorie environnementale: B

Financiamiento de la BID: USD 37 840 000

Secteur: Développement et logements urbains

Type de projet: Opération de prêt

Le Projet

Il s'agit d'une opération de prêt avec garantie souveraine dont l'objectif est d'améliorer l'état de conservation des biens du patrimoine culturel (BCP) de l'Équateur. C'est pourquoi des efforts sont entrepris en vue d'augmenter les connaissances disponibles à ce sujet par le biais d'un enregistrement systématique dans le Système national des biens culturels du patrimoine (SNBCP), outre le fait d'obtenir des modèles efficaces de mise en valeur du BCP qui pourraient s'appliquer à des interventions futures et de renforcer la capacité du Ministère de la coordination du patrimoine à remplir sa mission d'une manière efficace.

La Requête

Présentée par deux résidents de la ville de Mexico, elle fait état du manque d'informations publiques

sur les aspects environnementaux et sociaux et les conséquences seraient d'ignorer s'ils sont exposés à des produits polluants et des rejets dangereux transmis par voie aérienne ou fluviale pouvant nuire gravement à leur santé. Au vu de ce qui précède, il est demandé dans la Requête que le MICI fournisse toutes les informations publiques à caractère environnemental et social se rapportant au Programme.

Le Processus de gestion

Le MICI a informé les Requêteurs que leur Requête ne pouvait pas être enregistrée du fait qu'elle manquait de fondement. Dans ce cas en particulier, le MICI croit savoir que ceux qui allèguent des dommages causés ne pouvaient pas avoir affaire au Projet. De plus, les Requêteurs n'étaient pas résidents du pays où l'opération était mise en œuvre ce qui est une des conditions à remplir énoncées dans la Politique.

Projet hydroélectrique Reventazón - Requête IV

PAYS: Costa Rica

ÉTAT ACTUEL: Ouverte

DATE DE RÉCEPTION MICI: 7 août 2017

CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public MICI-BID-CR-2017-0125](#)

Numéro de projet: CR-L1049

Autres projets: CR-L1056, CR-T1074

Catégorie environnementale: A

Financement de la BID: USD 250 000 000

Secteur: Énergie

Type de projet: Opération de prêt



Le Projet.

Il s'agit d'un projet qui est composé de plusieurs opérations de prêt avec et sans garantie souveraine. Le projet situé sur le bassin moyen du fleuve Reventazón, dans la province de Limón au Costa Rica, consiste en la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien d'une centrale hydroélectrique avec une puissance installée de 305,5 MW. Le projet inclut la construction d'un barrage de 130 mètres de hauteur et d'un réservoir de 6,9 km², ainsi que d'un tunnel de déviation, d'un local pour les machines, de sous-stations, de lignes électriques et de chemins adjacents. Le Groupe BID participera au Projet à travers cinq opérations de financement: un financement avec garantie souveraine, un sans garantie souveraine, deux coopérations techniques et une garantie.

La Requête

Le MICI a reçu une quatrième Requête se rapportant au Projet qui est une réactivation de la Requête numéro MICI-BID-CR-2016-0112, déclarée inadmissible du fait que les Requérants n'avaient eu de contacts préalables avec la Direction de la Banque. De nouveau,

les trois résidents de San Joaquín de Siquirres, Costa Rica, présentent des allégations concernant les atteintes économiques résultant du processus d'expropriation dans une zone leur appartenant, ce qui leur aurait coupé l'accès au système d'approvisionnement en eau, utilisé principalement pour le bétail laitier. Les Requérants ont en outre informé le MICI qu'ils ont eu un contact avec la Direction de la Banque qui a effectué une étude sur leur propriété afin de vérifier leurs allégations; mais ils signalent qu'au bout de plusieurs mois ils n'avaient toujours pas reçu d'autres informations à ce sujet et c'est pourquoi ils ont décidé de revenir au Mécanisme.

Le Processus de gestion

Au cours de l'étape d'enregistrement-éligibilité, le MICI a été informé par les Requérants et la Direction de la BID qu'ils avaient entamé des discussions afin de répondre aux préoccupations présentées dans la Requête et qu'ils demandaient au MICI de prolonger la date en vue de déterminer l'éligibilité. La date d'émission du Mémoire de détermination d'éligibilité a été fixée au 1er février 2018.

Mise en place du cadastre et consolidation de la certitude juridique des zones protégées

PAYS: Guatemala

ÉTAT ACTUEL: Clôturée

DATE DE RÉCEPTION MICI: 14 août 2017/14 août 2017

CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public MICI-BID-GU-2017-0126](#)

Numéro de projet: GU-L1014

Catégorie environnementale: C

Financement de la BID: USD 22 000 000

Secteur: Environnement et catastrophes naturelles

Type de projet: Opération de prêt

Le Projet

Il s'agit d'une opération avec garantie souveraine dont l'objectif est de mettre en place le cadastre des zones protégées, ce qui permettra d'apporter une certitude juridique et géographique aux zones de gestion nationale qui constituent le Système guatémaltèque des zones protégées (SIGAP), permettant ainsi au SIGAP une gestion efficace au bénéfice de tous les habitants du Guatemala.

La Requête

Elle a été présentée au nom d'un groupe de communautés qui ont demandé que leur identité soit gardée confidentielle par crainte de représailles. Les Requérants font état que le cadastre et les mesures

des terrains faisant partie du Projet portent atteinte à leurs propriétés et aux activités de subsistance et enfreignent leurs droits de propriété, leur usage des territoires communautaires et leur accès aux ressources naturelles. En outre, les Requérants informent du manque de consultations et/ou de programme de communication sociale sur les bénéfices et les atteintes que peut entraîner le processus des titres de propriété des terrains pour les communautés.

Le Processus de gestion

Du fait que les Requérants n'avaient pas encore pris contact avec la Direction et étaient désireux de le faire, le MICI a transmis leur Requête à la Direction de la Banque et a mis fin au processus.

Projet hydroélectrique Reventazón - Requête V

PAYS: Costa Rica

ÉTAT ACTUEL: Clôturée

DATE DE RÉCEPTION MICI: 19 octobre 2017

CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public MICI-BID-CR-2017-0127](#)

Numéro de projet: CR-L1049

Autres projets: CR-L1056, CR-T1074

Catégorie environnementale: A

Financement de la BID: USD 250 000 000

Secteur: Énergie

Type de projet: Opération de prêt



Le Projet.

Il s'agit d'un projet qui est composé de plusieurs opérations de prêt avec et sans garantie souveraine. Le projet situé sur le bassin moyen du fleuve Reventazón, dans la province de Limón au Costa Rica, consiste en la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien d'une centrale hydroélectrique avec une puissance installée de 305,5 MW. Le projet inclut la construction d'un barrage de 130 mètres de hauteur et d'un réservoir de 6,9 km², ainsi que d'un tunnel de déviation, d'un local pour les machines, de sous-stations, de lignes électriques et de chemins adjacents. Le Groupe BID participera au PHR à travers cinq opérations de financement: un financement avec garantie souveraine, un sans garantie souveraine, deux coopérations techniques et une garantie.

La Requête

Présentée par sept résidents de San Joaquín de Santa Marta à Siquirres, Costa Rica, au nom de 70 familles de la communauté en question; il s'agit d'une réactivation de la Requête MICI-BID-CR-2017-0116 reçue

début 2017 et qui n'avait pas été enregistrée, afin de permettre que les Requéérants et la Direction puissent avoir un premier contact pour tenter de résoudre les préoccupations. Les Requéérants sont revenus au MICI du fait qu'ils pensent que leurs préoccupations continuent. La Requête se rapporte à un dommage potentiel que la communauté est susceptible de souffrir en raison du mauvais état de l'autoroute donnant accès au village et que l'Agence d'exécution du projet aurait donné son accord pour en assurer l'entretien. Les Requéérants indiquent que dans son état actuel, le chemin représente un risque pour la sécurité de ceux qui prennent l'autoroute et qu'il affecte également leurs activités de subsistance en créant des difficultés pour le transport des produits agricoles, ce qui est la principale activité économique de la communauté.

Le Processus de gestion

La Requête n'a pas été enregistrée du fait que le MICI n'a pas trouvé de relation entre le dommage allégué et une obligation ou omission de la Banque dans le cadre des opérations de financement du Projet.

Programme d'aménagement urbain de São José dos Campos

PAYS: Brésil

ÉTAT ACTUEL: Clôturée

DATE DE RÉCEPTION MICI: 11 décembre 2017

CHRONOLOGIE ET DOCUMENTS PUBLICS: [Registre public MICI-BID-BR-2017-0128](#)

Numéro de projet: BR-L1160

Catégorie environnementale: B

Financement de la BID: USD 85 672 400

Secteur: Développement et logements urbains

Type de projet: Opération de prêt

Le Projet

Il s'agit d'une opération de prêt avec garantie souveraine dont l'objectif est d'augmenter l'efficacité économique de la municipalité et de garantir la durabilité de la qualité de vie. L'objectif du Programme est de contribuer à la restructuration et à la réglementation du développement urbain de la Municipalité de São José dos Campos, au moyen d'un ensemble de projets environnementaux se rapportant à l'infrastructure urbaine, la gestion des transports et le renforcement institutionnel.

La Requête

Présentée par 11 résidents de la communauté Vila Corinthians, elle fait état de possibles atteintes aux propriétés des Requéérants causées par les multiples

crues du río Córrego Cambuí. Les Requéérants ont exprimé leur préoccupation concernant l'absence d'une étude de drainage. Ils pensent en outre qu'ils souffriront des dommages en raison d'un manque de travaux complémentaires qui devraient d'après eux être effectués avant le début des travaux du corridor routier Cambuí qui fait partie du Programme. En outre, la Requête transmet leur préoccupation en raison de l'impact environnemental que pourrait provoquer la canalisation de la rivière.

Le Processus de gestion

Du fait que les Requéérants n'avaient pas encore pris contact avec la Direction et étaient désireux de le faire, le MICI a transmis leur Requête à la Direction de la Banque et a mis fin au traitement de la Requête.



APERÇU
DE 2018

| APERÇU DE 2018



La raison d'être du MICI est sans doute en ligne avec la mission du Groupe BID, qui est d'améliorer la vie de la population de la région ALC en accordant son attention aux communautés affectées ayant accès au Mécanisme. L'expérience du MICI doit néanmoins également servir à générer une prise de conscience au sein du Groupe et à promouvoir sa participation dans la conception et la supervision des opérations futures.

C'est pourquoi le MICI a ajouté à ses tâches en 2018 un programme de Réflexions institutionnelles visant à partager au moyen de notes techniques son expérience acquise au cours de huit ans de gestion des requêtes.

MICI RÉFLEXIONS

De plus, 2018 verra un travail intense dans les relations avec des acteurs internes et externes pour une meilleure compréhension du travail du Mécanisme, ainsi que les résultats et les produits qu'il apporte au Groupe de la BID et au financement du développement.



| ANNEXES

ANNEXE 1. BUDGET 2017

BUDGET APPROUVÉ ET EXÉCUTÉ POUR 2017

Chiffres en dollars US

Postes budgétaires 2017	BID	CII	Total
Salaires	\$1.230.304	-	\$1.230.304
Gestion des requêtes	\$1.121.130	\$89.000	\$1.210.130
Diffusion et apprentissage	\$152.800	\$93.000	\$245.800
Renforcement institutionnel	\$20.000	-	\$20.000
Total, budget approuvé	\$2.524.234	\$182.000	\$2.706.234
Fonds d'urgence	\$50.000	\$20.000	\$70.000
Total budget approuvé + fonds d'urgence	\$2.574.234	\$202.000	\$2.776.234
EXÉCUTION 2017			
Total exécuté	\$2.287.689	\$148.000	\$2.435.689
Fonds d'urgence exécuté	-	-	-
Total exécuté + fonds d'urgence exécuté	\$2.287.689	\$148.000	\$2.435.689

ANNEXE 2. 2017 DIFFUSION

DIFFUSION EXTERNE EN 2017

Mois	Évènement	Lieu
Février	Atelier académique sur les mécanismes indépendants de reddition des comptes, Université de Milan	Milan, Italie
Avril	Conférence annuelle de l'association internationale pour l'évaluation de l'impact environnemental (IAIA)	Montréal, Canada
	Table ronde avec des organisations de la société civile	Washington, D.C., États-Unis
	Session avec des organisations de la société civile dans le cadre des réunions de printemps de la Banque mondiale	Washington, D.C., États-Unis
Juin	Atelier des mécanismes indépendants de reddition des comptes avec des organisations de la société civile	Ville de Guatemala, Guatemala
	Forum d'échanges sur la durabilité de la Société financière internationale	Cartagène, Colombie
	Discussions avec des groupes consultatifs de la société civile en Haïti	Vidéoconférence
Août	14e Réunion annuelle des mécanismes indépendants de reddition des comptes	Thessalonique, Grèce
	Présentation à la société civile dans le cadre de la 14e réunion annuelle des mécanismes indépendants de reddition des comptes	
Octobre	Session avec des organisations de la société civile dans le cadre des réunions de printemps de la Banque mondiale.	Washington, D.C., États-Unis
	IX Forum régional du dialogue constructif en Amérique latine - Université Javeriana Rencontre sur les ressources naturelles, le territoire et la démocratie dans le cadre du IXe Forum régional de dialogue constructif	Bogotá, Colombie
Novembre	Forum virtuel - Banque multilatérale, moteur de développement ?	Régional
	Atelier des mécanismes indépendants de reddition des comptes et de la société civile dans le cadre du Forum des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme	Genève, Suisse
	Discussions avec la société civile sur les titres de propriété et l'enregistrement des parcelles rurales au Pérou	Washington, D.C., États-Unis

DIFFUSION INTERNE EN 2017

Mois	Évènement
Janvier	Présentation au personnel de la division de l'eau et de l'assainissement.
Mars	Premier séminaire d'orientation pour les nouveaux employés et les membres du Conseil d'administration, les suppléants et les conseillers de la BID et de la BID Invest
Juin	Présentation au personnel de la Division des logements et du développement urbain et l'Unité des sauvegardes sociales et environnementales. Deuxième séminaire d'orientation pour les nouveaux employés et les membres du Conseil d'administration, les suppléants et les conseillers de la BID et de la BID Invest
Juillet	Réunion technique conjointe des administrateurs de la BID et de BID Invest Présentation au personnel du Bureau des documents et traductions du Ministère
Septembre	Présentation au personnel du Bureau des relations externes Atelier d'intégration des Administrateurs et Conseillers
Octobre	Troisième séminaire d'orientation pour les nouveaux employés et les membres du Conseil d'administration, les suppléants et les conseillers de la BID et de la BID Invest

ANNEXE 3.
REQUÊTES REÇUES 2010 À 2017

Année	Numéro de la requête	Nom	Date de réception	Phase/ action	État/ commentaire
2017	MICI-BID-BR-2017-0128	Brésil. Programme d'aménagement urbain de São José dos Campos (BR-L1160)	Décembre 2017	Non enregistrée	Clôturé Il n'y a pas eu de contact préalable avec l'Administration
	MICI-BID-CR-2017-0127	Costa Rica. Projet hydroélectrique Reventazón - Requête V (CR-L1049)	Octobre 2017	Non enregistrée	Clôturée L'exclusion 19 (b) s'applique
	MICI-BID-GU-2017-0126	Guatemala. Mise en place du cadastre et consolidation de la certitude juridique des zones protégées (GU-L1014)	Août 2017	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec l'Administration
	MICI-BID-CR-2017-0125	Costa Rica. Projet hydroélectrique Reventazón - Requête IV (CR-L1049)	Août 2017	Éligible Phase de consultation	Ouverte En cours
	MICI-BID-EC-2017-0124	Équateur. Programme de protection et récupération du patrimoine culturel (EC-L1097)	Juillet 2017	Non enregistrée	Clôturée L'exclusion 19 (b) s'applique
	MICI-BID-BR-2017-0123	Brésil. Programme Várzeas del Tietê - Requête V (BR-L1216)	Juillet 2017	Non enregistrée	Clôturée Les Requérants ont retiré la Requête
	MICI-CII-ME-2017-0122	Mexique. Groupe Corporativo Papelera S.A. de C.V.	Juillet 2017	Non enregistrée	Clôturée L'exclusion 19 (f) s'applique
	MICI-BID-CH-2017-0121	Costa Rica. Projet d'énergie hydroélectrique Alto Maipo - Requête II (CH-L1067)	Juillet 2017	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré à l'Administration
	MICI-BID-CO-2017-0120	Colombie. Association publique-privée Périmètre Oriental de Bogotá (CO-L1159)	Juin 2017	Non enregistrée	Clôturée Informations non complétées après une période de 10 jours ouvrables
	MICI-BID-BR-2017-0119	Brésil. Programme Várzeas del Tietê - Requête IV (BR-L1216)	Juin 2017	Non enregistrée	Clôturée L'exclusion 19 (c) s'applique
	MICI-BID-BR-2017-0118	Brésil. Projet Rodoanel Mario Covas - Tronçon nord - Requête V	Mars 2017	Inéligible	Clôturée Les Requérants ont retiré la Requête
	MICI-BID-HO-2017-0117	Honduras. Programme Multiphase de Réhabilitation des Tronçons du Corridor Touristique du PPP (HO-L1013)	Février 2017	Non enregistrée	Clôturée L'exclusion 19 (f) s'applique

Année	Numéro de la requête	Nom	Date de réception	Phase/ action	État/ commentaire
	MICI-BID-CR-2017-0116	Costa Rica. Projet hydroélectrique Reventazón - Requête III (CR-L1049)	Février 2017	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec l'Administration
	MICI-BID-CH-2017-0115	Chili. Projet d'énergie hydroélectrique Alto Maipo	Janvier 2017	Éligible Phase de vérification de la	Ouverte En cours
	MICI-BID-HA-2017-0114	Haïti. Programme d'infrastructure productive - Requête II (HA-L1076)	Janvier 2017	Éligible Phase de consultation	Ouverte En cours
2016	MICI-BID-PE-2017-0113	Pérou. Adaptation au changement climatique du secteur de la pêche et de l'écosystème marin-côtier (PE-G1001)	Décembre 2016	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau des achats
	MICI-BID-CR-2016-0112	Costa Rica. Programme de développement électrique 2012-2016 (projet hydroélectrique Reventazón) (CR-L1049)	Décembre 2016	Inéligible	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec l'Administration
	MICI-BID-BR-2016-0111	Brésil. Programme Várzeas del Tietê (BR-L1216)	Novembre 2016	Non enregistrée	Clôturée Informations non complétées après une période de 10 jours ouvrables
	MICI-BID-CR-2016-0110	Costa Rica. Programme de développement électrique 2012-2016 (projet hydroélectrique Reventazón) (CR-L1049)	Septembre 2016	Éligible Vérification de la conformité	Clôturée Enquête non approuvée
	MICI-BID-BR-2016-0109	Brésil. Projet Rodoanel Mario Covas - Tronçon nord (BR-L1296)	Août 2016	Non enregistrée	Clôturée Informations non complétées après une période de 10 jours ouvrables
	MICI-BID-BR-2016-0108	Brésil. Plateforme de micro-assurance Togarantido (BR-M1138)	Août 2016	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau d'éthique
	MICI-BID-BR-2016-0107	Brésil. Programme Várzeas del Tietê (BR-L1216)	Juillet 2016	Non enregistrée	Clôturée Informations non complétées après une période de 10 jours ouvrables
	MICI-BID-BR-2016-0106	Brésil. Programme Várzeas del Tietê (BR-L1216)	Juillet 2016	Enregistrée Inéligible	Clôturée
	MICI-BID-BR-2016-0105	Brésil. Projet Rodoanel Mario Covas - Tronçon nord	Juin 2016	Non enregistrée	Clôturée Les Requérants ont retiré la Requête

Année	Numéro de la requête	Nom	Date de réception	Phase/ action	État/ commentaire
	MICI-BID-AR-2016-0104	Argentine. Programme de développement des provinces de Norte Grande: Infrastructure de AP&S (AR-L1136)	Mai 2016	Enregistrée Inéligible	Clôturée Ne concerne pas une opération de la BID
	MICI-BID-CO-2016-0103	Colombie. Expansion de l'usine de traitement d'eau Salitre - Cortijo	Mai 2016	Non enregistrée	Clôturée Ne concerne pas une opération de la BID
	MICI-BID-CH-2016-0102	Chili. Route à péage Santiago-Valparaiso-Viña (garantie) (CH0167)	Mai 2016	Enregistrée Inéligible	Clôturée Absence de preuve d'efforts pour contacter l'Administration
	MICI-BID-PR-2016-0101	Paraguay.Réaménagement centre, modernisation des transports publics métropolitains et services gouvernementaux	Mai 2016	Phase de consultation Vérification de la conformité	Clôturée Ouverte
	MICI-PE-2016-0100	Pérou. Appui à la politique de gestion des risques de catastrophes (PE-T1228)	Mars 2016	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau de l'intégrité institutionnelle (OII)
	MICI-PR-2016-0099	Paraguay.Réaménagement centre, modernisation des transports publics métropolitains et services gouvernementaux (PR-L1044)	Mars 2016	Non enregistrée	Clôturée Informations non complétées après une période de 10 jours ouvrables
	MICI-PE-2016-0098	Pérou. Appui à la politique de gestion des risques de catastrophes (PE-T1228)	Février 2016	Non enregistrée	Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau des achats
	MICI-AR-2016-0097	Argentine. Programme de développement des provinces du Norte	Février 2016	Enregistrée Inéligible	Clôturée Retirée par le requérant
	MICI-CO-2015-096	Colombie. Centrale hydroélectrique Porce III (CO-L1005)	Novembre 2015	Enregistrée Inéligible	Clôturée L'exclusion 19 (f) s'applique
	MICI-AU-2015-095	s/o	Septembre 2015	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI N'est pas en relation à une opération
2015	MICI-PE-2015-094	Pérou. Projet de cadastre, titres de propriété et enregistrement foncier des terres rurales au Pérou - Troisième phase (PTRT3)	Août 2015	Éligible Consultation	Ouverte Suivi
	MICI-BR-2015-093	Brésil. Programme de mobilité urbaine soutenable de Blumenau (BR-L1272)	Août 2015	Enregistrée Inéligible	Clôturée Il n'existe pas de lien entre les dommages et l'opération

Année	Numéro de la requête	Nom	Date de réception	Phase/ action	État/ commentaire
	MICI-ES-2015-092	El Salvador. Programme d'appui au développement productif en vue d'une intégration internationale (ES-L1057)	Juillet 2015	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau des achats
	MICI-CO-2015-091	Colombie. Bayport Colombie : Inclusion financière des employés publics de la BdeP (CO-L1147)	Juillet 2015	Enregistrée Inéligible	Clôturée Il n'existe pas de lien entre les dommages et l'opération Il n'y a pas eu de contact préalable avec l'Administration
	MICI-BR-2015-090	Brésil. Projet Rodoanel Mario Covas - Tronçon nord - Requête II (BR-L1296)	Avril 2015	Non enregistrée	Clôturée Informations non complétées après une période de 10 jours ouvrables
	MICI-HA-2015-089	Haïti. Programme d'infrastructure productive III (HA-L1091)	Février 2015	Non enregistrée	Clôturée Informations insuffisantes pour analyse
	MICI-BR-2015-088	Brésil. Projet Rodoanel Mario Covas - Tronçon nord (BR-L1296)	Février 2015	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau de l'intégrité institutionnelle (OII)
	MICI-SU-2015-087	Suriname. Appui en vue d'améliorer la durabilité du service d'électricité (SU-L1009)	Février 2015	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau des achats
	MICI-PR-2015-086	Paraguay. Appui au système de transmission au Paraguay (PR-L1058)	Janvier 2015	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau de l'intégrité institutionnelle (OII)
	MICI-CO-2015-085	Colombie. Programme de systèmes stratégiques de transport public (SETP)	Janvier 2015	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information
	MICI-AR-2014-084	Argentine. Programme de gestion des déchets solides dans les municipalités touristiques (AR-L1025)	Décembre 2014	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au Bureau de l'intégrité institutionnelle (OII)
	MICI-BR-2014-083	Brésil. Programme d'assainissement du Bassin Estrada Nueva	Septembre 2014	Non enregistrée	Clôturée
2014					

Année	Numéro de la requête	Nom	Date de réception	Phase/ action	État/ commentaire
	MICI-BR-2014-082	Brésil. Programme de développement urbain et social intégré à Aracaju.	Août 2014	Non enregistrée	Clôturée
	MICI-AR-2014-081	Argentine. Programme de sécurité et mobilité urbaines	Août 2014	Phase de consultation Vérification de la	Clôturée Clôturée
	MICI-ME-2014-080	Mexique. Éthylène XXI (ME-L1110)	Avril 2014	Phase de consultation	Clôturée
	MICI-BO-2014-079	Bolivie. Programme de drainage pluvial de La Paz (BO-L1028)	Mars 2014	Phase de consultation Vérification de la	Clôturée Ouverte
	MICI-BR-2014-078	Brésil. Programme de mobilité urbaine soutenable de Blumenau (BR-L1272)	Mars 2014	Phase de consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
	MICI-HO-2014-077	Honduras. Prêt à l'entreprise Dinant S.A. de C.V.	Janvier 2014	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré à la CII
2013	MICI-BR-2013-076	Brésil. Drainage, Assainissement et Voirie, Eaux et Égouts dans les Zones Basses de Belem (BR0055)	Décembre 2013	Phase de consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
	MICI-GU-2013-075	Guatemala. Développement économique par le biais du développement rural	Décembre 2013	Non enregistrée	Clôturée Le Requérant a pu arrêter le processus du fait qu'il est en pourparlers avec l'Administration
	MICI-GY-2013-074	Guyana. Traitement des déchets solides Georgetown	Décembre 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
	MICI-ME-073	Mexique. Éthylène XXI	Novembre 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
	MICI-TT-2013-072	Trinité-et-Tobago. Systèmes de marchés publics EDMS	Novembre 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
	MICI-CO-2013-071	Colombie. District de Barranquilla - Bonification intégral des quartiers	Novembre 2013	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information
	MICI-AR-2013-070	Argentine. Programme de gestion environnementale urbaine durable du Bassin du Río Reconquista- Province de Buenos Aires (AR-L1121)	Octobre 2013	Consultation	Clôturée

Année	Numéro de la requête	Nom	Date de réception	Phase/ action	État/ commentaire
	MICI-SU-2013-069	Suriname. Appui au développement durable de l'intérieur	Octobre 2013	Consultation	Clôturée
	MICI-BR-2013-068	Brésil. Programme de mobilité soutenable à Blumenau	Août 2013	Phase de consultation Vérification de la	Clôturée Clôturée
	MICI-EC-2013-067	Équateur. Modernisation du Système national du Registre civil, Identification et Carte d'identité	Août 2013	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information transférée au Centre d'information publique
	MICI-AR-2013-066	Argentine. Programme de gestion des déchets solides dans les municipalités touristiques	Août 2013	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec l'Administration
	MICI-AR-2013-065	Argentine. Programme de gestion environnementale urbaine durable pour le Bassin du Rio Reconquista	Juillet 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
	MICI-XX-2013-064	Concours BID-IDEAS	Juillet 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
	MICI-UR-2013-063	Uruguay. Programme de transports urbains à Montevideo	Juillet 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
	MICI-CO-2013-062	Colombie. Projet de construction de la variante San Francisco-Mocoa - Phase I	Juin 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
	MICI-AR-2013-061	Argentine. Programme de développement des provinces de Norte Grande : eau et assainissement - Infrastructure	Juin 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
	MICI-PN-2013-060	Panama. Programme d'électrification rurale	Mai 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
	MICI-ME-2013-059	s/o	Mai 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne concerne pas une opération de la BID
	MICI-PN-2013-058	Panama. Projet d'énergie hydroélectrique Pando-Monte Lirio	Avril 2013	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information

Année	Numéro de la requête	Nom	Date de réception	Phase/ action	État/ commentaire
	MICI-TT-2013-057	Trinité-et-Tobago. Programme de réhabilitation de	Mars 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI
	MICI-CO-2013-056	Colombie. Projet de construction de la variante San Francisco-Mocoa	Février 2013	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec l'Administration
	MICI-AR-2013-055	Argentine. Programme de réhabilitation des quartiers II (PROMESA II)	Janvier 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI
2012	MICI-JA-2012-054	Jamaïque. Programme de compétitivité agricole	Décembre 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
	MICI-ME-2012-053 (ME-MIC1002-2012)	Mexique. Projet éolien de Mareña Renovables (ME-L1107)	Décembre 2013	Phase de consultation Vérification de la conformité	Clôturée Ouvverte
	MICI-BR-2012-052	Brésil. Programme d'aménagement urbain de São José dos Campos	Décembre 2013	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
	MICI-HO-2012-051	Honduras. Peuples Indigènes et Afro-honduriens et	Novembre 2012	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information
	MICI-AR-2012-050	Argentine. Infrastructure hydrique : Programme des provinces du Norte Grande	Novembre 2012	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information
	MICI-BR-2012-049	Brésil. Projet Rodoanel Mario Covas - Tronçon Nord 2	Novembre 2012	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information
	MICI-ME-2012-048	Mexique. Demande d'information de la Banque d'Audit Supérieur de la	Octobre 2012	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information
	MICI-UR-2012-047	Uruguay. Programme de transport urbain à Montevideo	Octobre 2012	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
	MICI-ME-2012-046	Mexique. Projet éolien de Mareña Renovables (ME-L1107)	Octobre 2012	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec l'Administration
	MICI-CO-2012-045	Colombie. Système stratégique de transport	Septembre 2012	Non enregistrée	Clôturée Demande d'information

Année	Numéro de la requête	Nom	Date de réception	Phase/ action	État/ commentaire
	MICI-CO-2012-044	Colombie. Projet de construction de la variante San Francisco-Mocoa – Phase I	Juillet 2012	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
	MICI-BR-2012-043	Brésil. Estrada Real – Réseau de PME touristiques de l’ état de	Juillet 2012	Non enregistrée	Clôturée Demande d’information
	MICI-PE-2012-042	Pérou. Projet Cajamarquilla, Nievería et Cerro Camote	Juin 2012	Non enregistrée	Clôturée Demandes d’information
	MICI-PE-2012-041	Pérou. Projet Cajamarquilla, Nievería et Cerro Camote	Mai 2012	Non enregistrée	Clôturée Demande d’information
	MICI-BR-2012-040	Brésil. Programme d’infrastructure logistique de Santa Catarina	Avril 2012	Non enregistrée	Clôturée Il n’y a pas eu de contact préalable avec l’Administration
	MICI-TT-2012-039	Trinité-et-Tobago. CariSal Unlimited	Février 2012	Non enregistrée	Clôturée Demande d’information
	MICI-BR-2012-038	Brésil. Programme d’assainissement du Bassin Estrada Nueva –	Février 2012	Non enregistrée	Clôturée Demande d’information
	MICI-BO-2012-037	Bolivie. Préparation du Projet CRIAR	Janvier 2012	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
	MICI-CO-2012-036	Colombie. Programme d’approvisionnement en eau et traitement des eaux usées dans les zones rurales	Janvier 2012	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
	MICI-AR-2012-035 (AR-MICI004-2012)	Argentine. Programme de gestion de la santé et de la qualité agroalimentaire	Janvier 2012	Éligible Phase de consultation	Clôturée
2011	MICI-BR-2011-034	Brésil. Projet Rodoanel Mario Covas – Tronçon Nord	Octobre 2011	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
	MICI-AR-2011-033	Argentine. PROSAP	Octobre 2011	Non enregistrée	Clôturée Il n’y a pas eu de contact préalable avec l’Administration
	MICI-RD-2011-032	République dominicaine. Boulevard Touristique de l’Atlantique	Octobre 2011	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
	MICI-PN-2011-031 (PN-MICI002-2011)	Panama. Programme d’expansion du Canal de Panama	Octobre 2011	Phase de consultation Vérification de la	Clôturée Clôturée

Année	Numéro de la requête	Nom	Date de réception	Phase/ action	État/ commentaire
	MICI-CO-2011-030	Colombie. Programme de systèmes stratégiques de transport public	Octobre 2011	Non enregistrée	Clôturée Demande d’information
	MICI-CR-2011-029	Costa Rica. Programme de régularisation du cadastre et du registre de	Octobre 2011	Non enregistrée	Clôturée Retirée par le requérant
	MICI-BR-2011-026 MICI-BR-2011-027 MICI-BR-2011-028	Brésil. Projet Rodoanel Mário Covas – Tronçon Nord	Septembre 2011	Non enregistrée	Après une communication initiale, aucun des Requérannts n’a répondu aux communications du Mécanisme
	MICI-CO-2011-025	Colombie. Approvisionnement en eau et assainissement des zones rurales	Septembre 2011	Non enregistrée	Clôturée Il n’y a pas eu de contact préalable avec l’Administration
	MICI-BO-2011-024 (BO-MICI001-2011)	Bolivie. Programme de bonification du tronçon Santa Bárbara-Rurrenabaque du Corridor Nord	Septembre 2011	Non enregistrée	Clôturée
	MICI-CO-2011-023 (CO-MICI002-2011)	Colombie. Aéroport international El Dorado (CO-L1029)	Août 2011	Phase de consultation Vérification de la	Clôturée Ouvverte
	MICI-BR-2011-022 (BR-MICI005-2011)	Brésil. Rodoanel Mário Covas – Tronçon Nord 1 et 2 (BR-L1296)	Juillet 2011	Phase de consultation Vérification de la	Clôturée Clôturée
	MICI-CO-2011-021 (CO-MICI001-2011)	Colombie. Projet de construction de la Variante San Francisco-Mocoa- Phase I (CO-L1019)	Juillet 2011	Phase de consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
	MICI-BR-2011-020 (BR-MICI006-2011)	Brésil. Programme d’aménagement urbain de São José dos Campos	Juin 2011	Phase de consultation Vérification de la	Clôturée Clôturée
	MICI-BR-2011-019 (BR-MICI004-2011)	Brésil. Programme Habitar de réhabilitation des quartiers, Brésil (BR0273)	Juin 2011	Éligible Phase de consultation	Ouvverte Suivi
	MICI-CO-2011-018	Colombie. Programme de formation des chefs de famille	Juin 2011	Non enregistrée	Clôturée Demande d’information
	MICI-ME-2011-017 (ME-MICI001-2011)	Mexique. Thermoélectrique du Golfe (ME0218)	Juin 2011	Phase de consultation Vérification de la	Clôturée Clôturée
	MICI-AR-2011-016	Argentine. Programme National 700 Ecoles	Mai 2011	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
	MICI-BR-2011-015 (BR-MICI003-2011)	Brésil. Projet Rodoanel Mario Covas – Tronçon Nord 1 (BR-L1296)	Mai 2011	Phase de consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée

Année	Numéro de la requête	Nom	Date de réception	Phase/ action	État/ commentaire
	MICI-PN-2011-014	Panama. Expansion du Canal de Panama	Mai 2011	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec l'Administration
	MICI-BO-2011-013 (BO-MICI001-2011)	Bolivie. Programme de bonification du tronçon Santa Bárbara-Rurrenabaque et San Buenaventura du Corridor Nord (BO-L1011)	Février 2011	Phase de consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
	MICI-VE-2011-012	Venezuela. Kreadanza	Février 2011	Non enregistrée	Clôturée Ne relève pas du mandat du MICI Transféré au service pertinent de la BID
2010	MICI-SU-2010-011	Suriname. Développement durable de l'intérieur	Décembre 2010	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec l'Administration
	MICI-CR-2010-010 (CR-MICI001-2010)	Costa Rica. Système d'interconnexion électrique pour les pays d'Amérique centrale (SIEPAC) (CR-L1009)	Décembre 2010	Phase de consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
	MICI-AR-2010-009 (AR-MICI003-2010)	Argentine. Programme de réhabilitation des quartiers II (PROMEBA II)	Novembre 2010	Éligible Phase de consultation	Clôturée
	MICI-PR-2010-008 (PR-MICI002-2010)	Paraguay. Programme de corridors routiers du Paraguay	Novembre 2010	Phase de consultation Vérification de la	Clôturée Clôturée
	MICI-AR-2010-007 (AR-MICI002-2010)	Argentine. Programme de services agricoles provinciaux II (PROSAP II)	Novembre 2010	Éligible Phase de consultation	Clôturée
	MICI-BR-2010-006	Brésil. Projet Rodoanel Mario Covas – Tronçon ouest	Octobre 2010	Non enregistrée	Clôturée Il n'y a pas eu de contact préalable avec l'Administration
	MICI-BR-2010-005 (MICI-BR002-2010)	Brésil. Programme d'assainissement du bassin Estrada Nueva (PROMABEN) (BR-L1065)	Octobre 2010	Éligible Phase de consultation	Clôturée
	MICI-AR-2010-004 (AR-MICI001-2010)	Argentine. Programme multiphase de développement de l'infrastructure d'appui à la production de Entre Ríos (AR-L1036)	Juin 2010	Éligible Phase de consultation	Ouverte Suivi

Année	Numéro de la requête	Nom	Date de réception	Phase/ action	État/ commentaire
	MICI-BR-2010-003 (BR-MICI001-2010)	Brésil. Programme de récupération socio-environnementale de Serra do Mar et du Système de Mosaicos de Mata Atlantica (BR-L1241)	Mai 2010	Phase de consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
	MICI-PN-2010-002 (PN-MICI001-2010)	Panama. Projet d'énergie hydroélectrique Pando-Monte Lirio (PN-L1054)	Mars 2010	Phase de consultation Vérification de la conformité	Clôturée Clôturée
	MICI-PR-2010-001 (PR-MICI001-2010)	Paraguay. Développement de l'industrie de produits provenant des éponges végétales (S-1004)	Février 2010	Éligible Phase de consultation	Clôturée
* Les premières 83 requêtes ont été reçues dans le cadre de la Politique de 2010. À partir de la Requête 84 dans le cadre de la Politique de 2014.					



Photographie: Christian Ramiro González Verón
⌈<http://christiangonzalez.com>⌋

Mécanisme Indépendant de Consultation et Investigation

Adresse e-mail:

Pour envoyer une Requête: mecanismo@iadb.org

Autres sujets concernant le MICI: AccessMICI@iadb.org

Téléphone: +1 (202) 623-3952

Fax: +1 (202) 312-4057

Adresse: 1300 New York Ave., N.W.

Washington, D.C. USA, 20577

www.iadb.org/mici

